

# Covid-19

**Ayons une attitude responsable**

Restons chez nous et appliquons les consignes données par le gouvernement. [La rédaction](#)

MALI

# 596

[www.malikile.com](http://www.malikile.com)

L'information est l'oxygène des temps modernes

JEUDI 30 AVRIL 2020

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



## Oumar Mariko

### “Il faut renverser le régime”



**OCLEI : Identifier les causes de l'enrichissement illicite**



**Bakary Togola : Le détenu qui a terrassé deux chefs de parti**

# Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



## Ramadan 2020

**A l'occasion du mois béni de ramadan 2020,**

la rédaction de votre quotidien préféré Malikilé  
vous souhaite un bon ramadan.

Puisse Dieu nous protéger et benir le Mali.

**Malikilé vous remercie pour votre fidélité.**





<b>Une</b>	Oumar Mariko : «Il faut renverser le régime»	<b>P.4</b>
<b>Brèves</b>	<p>Mali : L'un des principaux camps de déplacés de Bamako détruit par un incendie <b>P.11</b></p> <p>Mesures de lutte contre le coronavirus : Les Bamakois commencent à défier le couvre-feu <b>P.11</b></p> <p>Bras de fer entre le contrôle financier et le trésor : L'arrêté ministériel qui rabroue le Directeur du Contrôle Financier <b>P.12</b></p> <p>Marcelin Guinguiré : "Poulo est à la base d'une mascarade électorale à Koro" <b>P.12</b></p> <p>Fraudes électorales en commune IV : Ces preuves qui accablent Zé <b>P.13</b></p> <p>COVID-19 et ramadan : "Les Halles de Bamako" alerte les autorités <b>P.13</b></p> <p>Coronavirus : Le Sénégal enregistre 59 nouveaux cas, 19 patients déclarés guéris <b>P.13</b></p> <p>Covid-19 au Sénégal : Comment le Jakartaman a fait entrer le "cas importé" à Vélingara <b>P.13</b></p>	
<b>Actualité</b>	<p>OCLEI : Identifier les causes de l'enrichissement illicite <b>P.15</b></p> <p>Prévention des risques professionnels : L'IAPRP monte au créneau ! <b>P.16</b></p> <p>Des enfants de la rue face au coronavirus : Une couche exposée <b>P.17</b></p> <p>Comites Syndicaux des Chu de Bamako et de Kati : L'indignation des médecins <b>P.18</b></p> <p>Conférence épiscopale 2020 : Sous le double signe du croyant et du citoyen <b>P.20</b></p> <p>ANGESEM : Des résultats satisfaisants malgré des difficultés <b>P.21</b></p> <p>Pandémie du covid-19 : La légèreté civique de certains citoyens expose le Mali à une propagation éventuelle du virus <b>P.22</b></p>	
<b>Politique</b>	<p>Mesures-barrières : De graves failles dans le système <b>P.23</b></p> <p>Bakary Togola : Le détenu qui a terrassé deux chefs de parti <b>P.25</b></p> <p>Défaite de Moussa Timbiné aux législatives en Commune V : La rançon de la désunion26 <b>P.26</b></p>	
<b>Culture &amp; société</b>	Arouna Racine Keïta : Un baobab de l'art visuel s'éteint <b>P.28</b>	
<b>International</b>	<p>Crise au sommet de l'Etat guinéen : La note "explosive" de Kassory à Alpha Condé... <b>P.29</b></p> <p>Côte d'Ivoire : Guillaume Soro condamné à 20 ans de prison ferme <b>P.33</b></p>	
<b>Sport</b>	Classement Senior Dames-Fiba : Les Aigles dames de basket du Mali dans le top 5 en Afrique <b>P.34</b>	

## Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**  
**Siège** : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)  
**Email** : ampkile@gmail.com / malikile@gmail.com  
**Site Web** : www.malikile.com  
**Contacts** : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

P.11



P.20



P.26



## Oumar Mariko : «Il faut renverser le régime»

La fraude, encore la fraude et toujours la fraude dénoncée pratiquement par tous les camps. Les ressentiments, de plus en plus nombreux s'expriment avec une véhémence qui monte crescendo. Le député sortant Oumar Mariko, Secrétaire général du parti SADI et candidat à sa propre succession dénonce, avec le style qui lui est propre la mauvaise tenue des élections, les interférences d'un membre de la Cour constitutionnelle à Kolondiéba et l'absence d'indépendance de cette juridiction. Il estime en conclusion qu'il faut démocratiquement renverser le régime IBK.

Voici ses propos tenus en français et en bamanan que nous vous avons traduit.



La Cour constitutionnelle appartient à IBK. On va savoir aujourd'hui si la Cour constitutionnelle est véritablement indépendante. Personnellement, je ne l'ai jamais cru. Si la Cour constitutionnelle est vraiment indépendante, elle va trancher pour nous ; moi, je suis convaincu de ça. Mais puisque je ne crois pas en son indépendance, j'émet des réserves sur les chances devant la justice. Surtout que Sidiki (ndlr : Sidiki Konaté ancien Directeur Général de l'ORTM à la retraite et concurrent sur une liste RPM-URD à Kolondiéba circonscription électorale de Mariko) a fait croire à tout le monde ici que Zoumana Cissé qui est membre de la Cour est là par ses soins. Et que Zoumana Cissé va l'aider à la Cour constitutionnelle pour que les dossiers de SADI ne passent pas. Les radios locales sont entrain d'en parler ici. En soutenant que l'ami de Sidiki travaille à la Cour constitutionnelle. Cet ami n'est autre que Zoumana Cissé. Il est ressortissant de Bafaga. C'est lui qui avait mon dossier quand j'ai intenté un procès au (journal ndlr) « Les Echos » et il avait classé ce dossier sans suite. C'était depuis les années 1994 et mon avocat est allé ressortir le dossier. J'ai alors fait un an de procédure avant de battre les Echos et leur arracher 900.000 F. Parce que les Echos m'avaient diffamé. C'est le jour où on a ressorti le dossier que j'ai su qu'il était originaire de Kolondiéba. C'est après qu'il est passé par l'Assemblée avant de se retrouver à la Cour constitutionnelle dans des circonstances que je n'évoquerai pas ici. C'est la petite radio de Sidiki, qui insulte tout le temps, qui a dit que Sidiki a quelqu'un à la Cour constitutionnelle qui est Zoumana Cissé. Qui va les aider à gagner le procès.

Mais en réalité qui tient Manassa ? C'est le RPM qui la tient. Et le RPM peut décider de trancher. Car le RPM fait le recyclage de voleurs. Mais il ne faudrait pas croire que nous allons forcément gagner ce procès. En revanche les gens peuvent être sûrs d'une chose : nous n'accepterons pas. Et nous nous comporterons en conséquence. Nous refuserons et nous adopterons un comportement de refus. S'ils valident l'élection de Sidiki, nous devons alors nous préparer autrement. Et chercher à renverser ce pouvoir par tous les moyens possibles. Et oui, il nous faut trouver les moyens de renverser ce pouvoir. Il n'y a que cela à faire. Il nous faut tout faire pour renverser démocratiquement le pouvoir de IBK et mettre fin aux souffrances des maliens.





Il protège les voleurs, encourage les discriminations ethniques, racistes et les conflits même familiaux dans notre pays. Un tel pouvoir doit être renversé.

Nous n'aurons rien à faire si la Cour constitutionnelle reconnaît notre bon droit. A défaut

nous entreprenons toutes les actions pour renverser ce pouvoir démocratiquement.

Et nous ne sommes pas seuls parce que ce n'est pas à Kolondiéba seule qu'il y a eu fraude. Il y a eu fraude à Mopti, à Bourem. Tout comme il y en a eu à Bamako en Commune 2. C'est d'ail-

leurs la Commune 2 du District de Bamako et Kolondiéba qui s'épiaient, s'observaient mutuellement. Il y a eu aussi fraude à Bougouni et en de nombreux autres endroits.

Si les victimes de la fraude électorale font la jonction avec les militaires mécontents dont les frères d'armes sont quotidiennement tués, avec les enseignants injustement privés de leurs salaires et les écoles fermées, avec les médecins car on n'est pas seuls.

Les amis de Sidiki sont entrain de diffuser sur leur antenne que moi j'ai le coronavirus. Dieu merci je ne suis pas positif. C'est Ibrahim Bou-bacar Keita qui a le coronavirus. Mais que Dieu le préserve ! C'est Hadi Niangado qui a été testé positif. Celui qui était venu raconter des balivernes ici. Après ses aveux sur les vols qu'ils opèrent à l'Assemblée nationale, il devait être poursuivi si seulement il y avait un Procureur qui jouait son rôle au Mali. Que Dieu me préserve du Corona, qu'il en préserve tous les ressortissants de Kolondiéba et tous les maliens. Que le Corona continue son chemin et qu'il se débrouille avec les nantis. Mais que Dieu les préserve aussi. Car on ne souhaite à personne d'être malade. »

■ **Moctar SOW !**



## Issa Ongoïba



Un ami m'a envoyé ce message ce matin, j'ai eu des larmes aux yeux

Un homme en uniforme (militaires, gendarmes, policiers, douaniers et forestiers) était mort et couché dans une marre de sang, quand un garçon et son père regardaient la scène. Le garçon demande à son père:

Qui est cet homme qui est tué?

Je ne sais pas, mon fils, je sais juste qu'il était un homme en uniforme. Le jeune garçon s'approcha d'une personne habillée d'un joli uniforme différent des autres, très élégante. C'était le commandant de l'unité où travaillait le défunt. Le garçon prit sa main et demanda: Puis-je savoir ce qu'est un homme en uniforme? L'officier répondit d'une voix tremblante et ses yeux pleins de larmes:

Un homme en uniforme est une personne qui dort moins que les autres, travaille dans le froid, la chaleur, la pluie et même alors qu'il a faim, Et il y a des fois qu'il n'a pas de jours de vacances, Noël, Nouvel An et de nombreux autres moments importants. Il / elle est loin de la famille, de ses enfants quand ils sont malades, ou de leur époux, de leurs parents et de leurs frères et sœurs.

Un homme en uniforme reçoit des insultes, des agressions physiques et beaucoup d'autres choses qui lui arrivent dans l'exercice de ses fonctions. Mais quand il part pour son travail, très tôt, il ne sait pas s'il rentrera chez lui en vie. C'est une partie de ce qu'est un homme en uniforme. (Soudain, il entendit le son d'un téléphone qui retentit dans la poche du défunt.

L'officier a laissé l'enfant pendant un moment pour prendre le téléphone portable. Quand il l'a vu, il s'est rendu compte que c'était sa maison. Il a vu qu'il s'agissait d'un message, et à voix basse il a lu: (Bonjour papa, j'ai pris le téléphone portable de ma mère pour écrire ce message : Je tiens à vous féliciter pour votre anniversaire. Je suis impatient de vous donner votre cadeau car vous n'êtes pas rentré depuis deux jours. Donc, aujourd'hui, nous allons couper le gâteau. Aujourd'hui, nous serons ensemble en famille.

Je t'aime papa, tu es mon super papa. Un bisou....

Je vous attends à la maison.)

Telle est la vie d'un «un homme en uniforme». Quelle que soit leur unité, qu'elle soit opérationnelle ou administrative.

Que Dieu bénisse tous les hommes en uniforme dans le monde.

Respectez les hommes en uniforme !

J'ai eu une maison pleine de nourriture et j'ai aussi eu une maison vide.

Je suis allée dans des magasins décaisser sans soucis et j'ai également dû ajourner et remettre les choses sur l'étagère.

J'ai payé mes factures en entier et j'ai dû payer aussi tard ou en plusieurs fois.

J'ai donné de l'argent et moi aussi j'ai dû le demander.

Nous avons tous des hauts et des bas dans la vie, certains certainement plus que d'autres, mais nous essayons tous de réussir.

Personne n'est meilleur que quiconque, et mon cœur est triste pour ceux qui pensent qu'ils le sont. Quelle que soit la taille de votre maison, la taille de votre voiture ou le montant de votre compte bancaire, nous saignons tous en rouge et disparaîtrons de cette terre.

La mort n'a aucune discrimination et votre vie ne devrait pas non plus.

Les gens qui prétendent t'aimer tant te laisseront debout dans toutes les tempêtes juste pour qu'ils puissent briller.

Soyez gentils avec les autres. Nous sommes tous ici pour servir. Votre ego surdimensionné ne vous mènera nulle part. Et sachez que tout le monde n'a pas le même cœur que vous.

#Etre\_Humble

#Etre\_Gentil

#Etre\_Positif

#GarderLeSourire

Très peu de gens liront jusqu'ici, mais si vous êtes authentique, je vous mets au défi de copier / coller et de poster ceci avec une photo de toi même. Et souvenez-vous toujours que Dieu est fidèle!

#AimonsNousVivants



## Bouba Keita



Libéré soumaila Cissé notre espoir l'homme de la situation depuis son enlèvement le Mali sombre de jour en jour je demande au gouvernement d'IBK de nous ramener notre champion soumi saint et sauve car ils sont responsables de sa sécurité sinon

## Bruno Djito Segbedji



Le PM, Dr Boubou Cissé se bat. Il doit être encouragé

## Ibrahim Guindo



Il y a eu des moments où je n'avais que 500f cfa pour me nourrir et j'ai aussi eu que 500 fcfa pour sortir manger.



## Diakité Modibo

Nous sommes prêts à tout entendre mais pas à tout accepter. Nous restons serein pour les résultats des législatives en CV.

Commune V : un plan machiavélique pour renverser les résultats des urnes. Wait and see.



## Figaro du Mali

COVID19 : 58 nouveaux cas ce 29 avril dont 7 patients guéris et 1 décès. A ce jour, le Mali compte 482 cas de contaminations et 2039 personnes contacts en suivi selon les autorités sanitaires. Un chiffre en augmentation alors que les autorités envisagent la fermeture temporaire de Bamako.



## Ibrahim Guindo

58 nouveaux cas de COVID19 ce mercredi 29 avril. Je pense qu'il est temps de prendre des mesures drastiques : isolement de Bamako et Kayes, fermeture des mosquées (j'assume, je l'affirme)...certains pensent qu'ils ont la clé du paradis... Quand on dit de fermer les mosquées, ils tombent à bras raccourci sur les gens avec des propos véhéments...Même à Makkah, on a fermé. Donc, fermons les mosquées...mais aussi les marchés. Au Burkina, ils ont été fermés. Il faut des mesures drastiques...sinon !



## Gouvernement du Mali

Activité de Mme le Ministre de l'Élevage et de la Pêche | Dr KANE ROKIA MAGUIRAGA à la rencontre au chevet des victimes de l'incendie du marché des bétails de Faladié  
Dr Kané Rokia MAGUIRAGA a visité ce matin le marché des bétails de Faladié dans la zone aéroportuaire ravagé hier dans l'après-midi par un incendie.



Sur place, Mme le Ministre a constaté de visu les dégâts causés par l'incendie, avant d'échanger avec les sinistrés.

"Je suis venue vous apporter le message de solidarité du Président de la République, du Premier Ministre et de l'ensemble des membres du Gouvernement" a déclaré le Dr Kané aux sinistrés.

Dans l'immédiat, le Ministre Kané Rokia MAGUIRAGA a promis des vivres aux quelques 2000 sinistrés du site pour subvenir aux besoins de leurs familles surtout en cette période de ramadan.

Précisons qu'une commission a été mise en place pour évaluer les dégâts afin d'apporter des solutions idoines.



## Modibo Simbo Keita

TCHAD :ABOLITION DE LA PEINE DE MORT DANS LA NOUVELLE LÉGISLATION ANTI-TERRORISTE. CELA A L'AVANTAGE DE PERMETTRE L'EXTRADITION PUISQUE LES ÉTATS RECHIGNENT À LIVRER AUX PAYS PRATIQUANT CETTE PEINE.MAIS CETTE "LACUNE" DU TEXTE À SAVOIR L'ABOLITION DE LA PEINE DE MORT EST LARGEMENT COMPENSÉE PAR LE SUICIDE MASSIF EN MILIEU CARCÉRAL. IL YA MÊME UNE JURISPRUDENCE EN LA MATIÈRE.



## Moussa Sey Diallo

CRI DE COEUR DE LA SOEUR DE SOUMAILA À SON FRÈRE IBK

Cri de cœur d'une Sœur a son Frère

A mon frère Ibrahim Boubacar Keita

C'est très désespérée que je m'adresse à toi aujourd'hui Grand Frère puisque c'est ce que tu es pour moi car Bocar Cissé, mon père, t'avait ainsi présenté à toute la famille, comme étant son fils aîné.

Ibrahim, ton frère cadet Soumaila a disparu depuis 36 jours sans aucune nouvelle ni aucun signe de vie.

Depuis 36 jours, tes sœurs ne dorment plus

Depuis 36 jours, tes sœurs ne mangent plus

Depuis 36 jours, tes sœurs ne font plus que pleurer

Depuis 36 jours, ta belle-sœur est inconsolable

Depuis 36 jours, tes neveux sont inconsolables.

Depuis 36 jours, tes neveux sont nostalgiques de leur Oncle.

Depuis 36 jours, tes petits-enfants demandent des nouvelles de leur





grand-père.

Ibrahim, où est ton Frère ?

Ibrahim, nous avons attendu ta visite en tant que Frère, pour nous consoler, nous soutenir, nous rassurer mais hélas, nous sommes restés orphelin(e)s de Grand Frère.

Un coup de fils aurait suivi pour nous rassurer, mais là aussi hélas. Pourtant tu es présent ici, mais tu es resté bien invisible.

Ibrahim, pourtant je compte sur toi pour la libération de ton Frère Soumaïla, pour qu'il vienne continuer le mois de carême chez lui.

Pour qu'enfin tes sœurs, ta belle-sœur, tes neveux et tes petits enfants puissent dormir.

Ibrahim, où est Soumaïla ?

Ibrahim, essuie les larmes de tes sœurs en ramenant ton Frère à la maison sain et sauf.

Nous comptons sur toi et sur toute ton équipe pour diligenter une fin heureuse à cette situation pénible pour tout le monde.

Nous comptons sur toi.

Fraternellement !

Djouldé Cissé (Petite soeur de Soumaïla Cissé)



## M5 MÉDIA

#Mopti : La députée de Mopti Belco Samassekou ment sur les Imams, les responsables musulmans de Mopti ainsi que sur son adversaire politique Mohmaed Sanous Nientao.

Accrochez-vous c'est très très bas.



## Bennchico Savadogo

Tu quittes chez toi yada yada, ta femme te fais à manger, les enfants te souhaitent bonne journée, djaa tu pars couper courant des gens avec tes gros doigts là, c'est travail



## Soulby Sanogo

Après 60 ans d'indépendance, vous êtes incapable de nous fournir de l'électricité surtout dans la capitale



## Abdoul Diop



Ne compte sur personne pour créer ton bonheur, tu dois le construire toi-même. Trouve en toi la force d'avancer, la force d'y croire. Quelles que soient les difficultés rencontrées, ne baisse jamais les bras, donne-toi les moyens de vivre au lieu de survivre. # Alexandra Julien # Bonne journée à tous.

## Jeune Afrique



Au lendemain de la condamnation de Guillaume Soro, la Côte d'Ivoire a annoncé mercredi 29 avril qu'elle se retirait de « la déclaration de compétence prévue au protocole relatif à la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples ».

## Aly Enéba Guindo



#GarbalFALADIE: ce n'étaient pas des déplacés...

Les personnes victimes du gigantesque incendie qui a ravagé le marché au bétail de Faladié n'étaient pas des déplacées internes du conflit du centre du Mali. Enfin, pas toutes.

Les habitants du Garbal de Faladié sont une population à part entière de la Commune VI du District de Bamako où certains sont installés depuis au moins 20 ans et où ils mènent leurs activités de "Dioulas". Ils y ont même des chefs de quartier et très organisés. Ces "autochtones" du Garbal sont les premiers hébergeurs des déplacés du centre dont beaucoup viennent de leurs communautés, de leurs villages voire de leurs familles.

L'écrasante majorité des vrais déplacés, qui n'ont ni parents ni moyens, sont restés à Sévaré (Sokoura, Fatoma, Soufouroulaye), à Douentza, à Bankass, à Bandiagara, à Koro et dans les villages où ils ont encore des parents. Certains ont franchi la frontière du Burkina, pris entre deux feux. Sur les 218 536 déplacés internes que le Mali compte à la date du 20 février dernier, Bamako n'en abrite que 2 350. Mopti et sa région sont autour de 86 000 déplacés internes que OCHA, l'OIM et le HCR prennent en charge sans faire trop de bruit. Certaines associations humanitaires nationales comme Solidarités223, qui intervient régulièrement dans les zones de Bandiagara, Mopti et Konna en savent quelque chose.

Il y a maintenant les déplacés que les associations communautaires utilisent pour leurs guerres médiatico-diplomatiques qui sont reçus à Bamako et autour de Bamako.

En arbitre, l'Etat du Mali leur a proposé de les loger et nourrir comme c'est son devoir en la matière, dans un centre. Celui du Mabilé. Les associations, qui y avaient vu un moyen de contrôle sur leurs actions de manipulation, ont dissuadé les déplacés qu'ils ont "maintenus" contre leur volonté dans les garbals de Faladié et de Niamana. D'autres sont allés à Sénou ou à Tinkélé. Les organismes humanitaires sont au courant de l'arnaque. Ils savent que les déplacés sont utilisés



comme bêtes de cirque par des associations communautaires pour les médias et organisations de défense des droits de l'Homme mais assurent ne rien pouvoir aujourd'hui pour ne pas s'attirer la colère des bailleurs et pénaliser les innocents bénéficiaires.

L'Etat (à travers la DNDS) fait son mieux, à Bamako quand même, car il n'intervient officiellement que sur les sites de Bamako et environs. La gestion des camps est un véritable business. Et même très lucratif pour certaines personnes. Cette arnaque doit aussi cesser. Les victimes d'incendie d'hier sont de "pauvres millionnaires autochtones" de Faladié Garbal. Ce n'étaient pas des déplacés du conflit. Amadou Salif Guindo



## Malick Konate

Mercredi 29 avril 2020 : 58 cas confirmés de #Covid19 au Mali, 07 patients guéris et 01 décès. Total : 482 cas positifs, 25 décès et 129 patients guéris.

Les mille et une souffrances du quotidien des Maliens  
Des paisibles citoyens, qui se débrouillent du matin au soir pour avoir leur gagne-pain et pouvoir survivre, paient l'eau et l'électricité chaque fin du mois en se faisant violence. Pourtant, ils savent mieux que quiconque qu'ils ne seront pas à l'abri des coupures d'eau et d'électricité qui sont désormais le lot quotidien.

Mais, ils ne reçoivent en retour que "doussou kachi" (frustrations), et ceux qui sont censés essuyer leurs larmes s'approprient cet argent des pauvres pour s'acheter des groupes électrogènes, construire de belles villas, s'acheter des véhicules de luxe, et aller se soigner hors du pays, même si cela n'est plus possible actuellement depuis l'irruption de la pandémie de coronavirus.

Croyez-vous sincèrement que le pays va s'en sortir comme ça ? NON! Nyëmaouw Aw Y'an Ladjé tensa ! Malienw sèguèna Malienw Gnyanina ! Antôrôla ! "Il n'est pas besoin de maudire un chasseur atteint de toux", aime-t-on à dire en bamanakan.

#StopCourantKouti #SOS\_EDM #SambouDemission

Le jour, c'est impossible de travailler !  
La nuit, c'est impossible de dormir !

Qu'est-ce qu'on a fait pour mériter un tel sort ?  
#SambouDemission #SOS\_EDM

Que Dieu te bénisse cher Youssof Mangara

## Youssof Mangara



Monsieur le Président de la République :  
Oublions les conditions dans les quelles vous avez été élu, mais vous avez été élu.

Vous avez été élu pour trouver des solutions aux problèmes des Maliens :

- Nous vous avons combattu au prix de notre vie parce que nous avons pensé que vous étiez incapables de gérer les problèmes de ce pays. Les Maliens ne nous ont pas écouté, le peuple et la classe politique ont été incapables de se dresser comme un seul homme pour vous faire partir. Les divisions internes vous ont été profitables, vous avez su les exploiter et les utiliser pour vous faire réélire.

Maintenant que vous êtes là, nous avons rangé les armes pour vous aider à mieux piloter l'avion : MALI. Mais force est de constater que la déception devient de plus en plus grande.

La sécurité est un échec, l'éducation est un échec, la santé est un échec, le développement socio-économique est un échec, la fourniture en eau et l'électricité est un échec. Dans quel domaine comptez-vous réussir, Monsieur le Président ? Vous avez fustigé la gestion clanique du Président ATT, mais je jure sur Allah que son bilan vaut 10 fois mieux que le votre.

Votre seule excuse : la Guerre au nord et au centre. Vous ne cessez de nous dire que votre échec est dû à la guerre et à ses dépenses. D'accord, mais qu'avez-vous réussi d'autres ?

La guerre vous empêche-t-il de nous donner du courant et de l'eau ? Vous avez été capables de mobiliser plus de 500 milliards pour lutter contre le COVID - 19, mais qu'attendez-vous Monsieur le Président pour mobiliser des fonds en faveur de l'énergie du MAL et de la SO-MAGEP ?

Les maliens me chargent de vous dire qu'ils n'ont ni eau ni électricité Monsieur le Président. Nous souffrons le martyr, trop de décès, trop de Cacophonies, nous souffrons, nous sommes malheureux. Monsieur le Président, le Pouvoir est comme une rose dont il faut savoir exploiter les pétales avant qu'elle ne se fane.

Monsieur le Président, si vous n'êtes pas capables de nous fournir le minimum vital, rendez le Tablier. Le Mali est plein d'hommes et de femmes capables de prendre la Relève.

WA SALAM...

## Sambi Assa Touré



TIÉ Malick Konate. YAFAMA KOYI COURAN KOYI NAN  
! JE SUIS SUR LE POINT DE M'ÉTOUFFER ICI !

## Chef d'état-major de la Marine

Le Suffren vient d'effectuer sa première plongée en mer. Une étape en apparence modeste, mais très attendue pour un premier de série. Les essais de ce formidable chasseur sont lancés, ils dureront plusieurs mois intenses et nous livrerons in fine un combattant redoutable.



## Larmes des pauvres

L'attaque du mardi 28 avril contre le poste des #FaMa à #Kouakourou est un avertissement ferme,



des signes qui ne trompent jamais, le poste de sécurité de #Diafarabe est plus que jamais menacé. Soyez prudents !  
@FAMa\_DIRPA @SecuriteML @JigiAfrica

## Samaké Faran

Cette pandémie prend de l'ampleur, face à cette situation je crois qu'une prise de conscience serait le bienvenu de la part de la population. #Covid19



## Ambassade des Etats-Unis au Mali

Voulez-vous savoir davantage sur le COVID-19? Regardez cette video en entier. Dr Mamadou Soun-calou Traore, l'un des plus grands Médecin Spécialiste en Santé Publique et Epidémiologie du Mali répond aux questions de Monsieur Adama Kouyaté, Directeur du Centre Americain, sur les mesures préventives pour éviter le COVID19 et les nombreuses rumeurs sur cette maladie. Ce programme est initié par l'ambassade des Etats-Unis au Mali. StopCovid19 #USAMali #CentreAmericainBamako #AmericanCenterBamako #COVID19



GESTION  
DES RESSOURCES  
HUMAINES

Leader des services de Gestion  
des Ressources Humaines  
et Paie en Afrique de l'Ouest



## Mali : L'un des principaux camps de déplacés de Bamako détruit par un incendie



Situé au sud de la capitale malienne, le camp dit de « Faladié » n'existe plus. Détruit par un incendie, ce mardi, il abritait plusieurs centaines de déplacés, notamment des Peuls venus il y a plusieurs mois du centre du pays. Le feu n'a pas fait de victimes humaines, mais il n'a rien épargné d'autre : les habitations de fortune, les vivres... Assis le long d'un trottoir à côté de leur baluchon, dans un quartier sud de la capitale, les déplacés s'apprêtent à passer leur première nuit à la belle étoile, hors du camp de fortune dévasté. À deux cent mètres de là, une fumée encore visible, des cases sont brûlées, des habits et des vivres sont partis en fumée. Le général Ismaël Cissé, un mécène et une personnalité influente de la communauté peule, explique l'origine de cet incendie : « Tout est parti des gens qui brûlent les ordures vers le côté est du camp. Et aujourd'hui (mardi NDLR), on a connu un vent très fort, ce qui a amené les flammes et malheureusement tout a été détruit. »

### Un appel à l'aide

Pour ces déplacés venus du centre du Mali, et pour les autres déplacés établis sur d'autres sites de la capitale malienne, le général Cissé lance un appel : « Vous comprenez... (avec) la chaleur, (et) tout ce qu'on a comme souci concernant le coronavirus... L'appel que nous lançons, c'est de demander à toutes les personnes de bonne volonté, et bien sûr à l'État malien, de tout mettre en œuvre pour que les rescapés de cet incendie puissent être relogés quelque part et le plus rapidement possible. » Le gouvernement malien a promis une aide aux déplacés du camp.

## Bras de fer entre le contrôle financier et le trésor : L'arrêté ministériel qui rabroue le Directeur du Contrôle Financier

L'équivoque aura longtemps pénalisé les petits bénéficiaires de marchés publics qui ne savaient plus à quel saint se vouer et quelle doctrine suivre. D'un côté la Direction du Contrôle qui exempte d'un régime contractuel les marchés en deçà de 5 millions, de l'autre la Direction du trésor qui a instruit l'ordre de ne payer aucun montant de dimension supérieure à 500 000 francs CFA sans enregistrement. Pris en sandwich entre ces deux mesures antinomiques, nombre de fournisseurs sont restés suspendus à un dénouement de l'écheveau.

## Mesures de lutte contre le coronavirus : Les Bamakois commencent à défier le couvre-feu



Le mois de Ramadan ne s'accommode visiblement pas du couvre-feu instauré par les autorités dans le cadre de la lutte contre le Covid-19. En tout cas, la mesure montre des signes d'essoufflement depuis le deuxième jour du mois sacré, avec des citoyens qui défient progressivement et impunément les restrictions qu'elle leur impose. Ni les horaires, ni les proportions d'attroupement ne sont observées. Ils sont foulés au pied au nez et à la barbe des forces de l'ordre débordées et impuissantes devant cette forme de désobéissance civile. Au demeurant, les agents de la circulation routière, en certains endroits, ne se donne plus la peine d'interpeller les passants tant la violation du couvre-feu tend à devenir la règle dans la capitale où le confinement nocturne pesait déjà si lourdement sur les habitants avant même le Ramadan. Et pour cause, par-delà le cours habituel des occupations vespérales, c'est le régime alimentaire même de la population qui en est affectée par la fermeture des gargotes et autres vendeuses de soupers aux coins des rues. C'est pour le plus grand bonheur de ces petits commerces qu'intervient la levée de fait du couvre-feu et ils ont même commencé à occuper leurs emplacements habituels pour les grandes retrouvailles avec leurs fidèles clientèles. Or avec le confinement même les petits arrangements et consommations à crédit ne sont pas accessibles.



Après moult attermolement, une sentence est tombée depuis l'Hôtel des Finances, la semaine dernière, en faveur de la voie soutenue défendue par le Directeur du Trésor. Ça n'est que son homologue du Contrôle qui avait tort. C'est tout simplement que l'arbitrage en sa faveur a le mérite de combler pas mal en manques à gagner par les enregistrements de marchés, mais aussi d'épargner au trésor public le remboursement des montants indûment perçus sur plusieurs années pour compte d'enregistrements qui reposaient sur une législation longtemps révolue.

## Marcelin Guinguiré : “Poulo est à la base d’une mascarade électorale à Koro”



**L**e 2ème tour des législatives du 19 avril n'est pas resté sans tension dans beaucoup de circonscriptions. A Koro la tension est très forte. Deux listes se sont opposées : Marcelin Guinguiré qui conduisait la coalition “Le Mali qui bouge”, contre Amadou Aya de la Codem. Selon Marcelin, il eût une mascarade électorale et le ministre Poulo serait à la base.

Selon Marcelin, la circonscription de Koro compte 16 communes. Parmi les 16 communes, 3 étaient exclues : Dina-Ogourou, Diankabou et Yoro. Pour cause, le Sous-préfet de ces 3 zones a sauté sur une mine le 9 avril 2020 et est décédé. Donc aucun vote n'était prévu dans ces 3 communes car il y'avait peu de votants à cause de la crise sécuritaire. C'est sur cette base que les élections ont été organisées à Koro, selon Marcelin.

Suivant les propos de M. Guinguiré, la centralisation des voix a eu lieu le même soir des votes et la coalition “Le Mali qui bouge” était en avance sur la Codem de plus de 20000 voix soit 65 %. “Notre surprise fut grande de voir que deux jours après, le candidat de la Codem Amadou Aya, à bord d'un hélicoptère, vient avec d'autres voix attribuées à Dina-Ogourou, Diankabou et Yoro. Les 3 communes où les élections étaient interdites”, dit-il. Il a précisé que ce sont ces voix issues de bourrage, que la Codem les a devancés à 51% résultat donné par le ministère de l'Administration territoriale.

A en croire, Marcelin, le ministre Poulo serait derrière cette mascarade. Avant les élections, confie-t-il, le président du parti politique Codem, a passé quelques jours à Koro. Pour M. Guinguiré, Poulo aurait donné de l'argent aux chasseurs (Donsons) afin de battre campagne pour lui.

Pour faire cette mascarade, Marcelin révèle que “c'est en complicité avec le planton Oumar Goro, du défunt Sous-préfet que le candidat Amadou Aya de la Codem a organisé des élections sans aucun observateur et a attendu jusqu'au mardi pour voir leur écart exact afin de bourrer les urnes et de les amener par hélico, 2 jours après les élections”. “Depuis quand un planton peut-il organiser des élections ? Et comment prendre en compte ces tricheries ?” s'interroge Marcelin.

Marcelin Guinguiré dit craindre une autre crise dans la zone de Koro. A

## Fraudes électorales en commune IV : Ces preuves qui accablent Zé



**B**attu à plate couture par la liste Yelema, Hamady Sangaré alias Zé, le candidat de l'alliance UDD-PSDA ne parvient pas à digérer. Avant l'arrêt de confirmation de la Cour constitutionnelle, il est en train de remuer ciel et terre pour accuser ses adversaires de fraude. Selon les résultats provisoires du 2e tour des législatives qui se sont déroulées le 29 mars, la liste Yelema composée de Moussa Mara et Assane Sidibé a recueilli 59,50 % de suffrages contre 40,50 % pour l'alliance UDD-PSDA, avec comme tête d'affiche Hamady Sangaré dit Zé. Cette défaite inattendue reste comme une arrête au travers de la gorge de Zé qui aurait dépensé des sommes faramineuses selon des sources en Commune IV.

Dans une vidéo qui circule depuis quelques jours, un jeune se réclamant de Zé a été aperçu devant un bureau de vote à Sibiribougou par des éléments de Moussa Mara et d'Assane Sidibé. Le quidam avait des spécimens pré-votés, destinés à ceux qui étaient prêts à voter pour son candidat contre espèces sonnantes et trébuchantes. Il affirmait avoir refusé des électeurs potentiels à Sébénicoro prétextant que c'est Sibiribougou la cible et l'enjeu principal de son candidat. Le même jeune dans la même vidéo a été aperçu en compagnie de Zé, le jour des élections toujours à Sibiribougou. Une présence suspecte de la tête d'affiche de l'alliance UDD-PSDA considérée comme une opportunité d'achat de voix. Depuis la proclamation des résultats, rien n'arrête plus Zé, profondément marqué par sa défaite. Il veut à son tour entacher la victoire de Yelema en l'accusant de fraude. Des arrestations musclées suivies de garde à vue au commissariat du 5e arrondissement et même de mise sous mandat de dépôts sont opérées dans le camp des partisans de Yelema, embastillés sur simple dénonciation de Zé, sous prétexte qu'ils ont violenté certains de ses militants le jour des élections.

L'arrêt de la Cour constitutionnelle est attendu dans les jours à venir. Pourvu que force reste à la loi et que la justice triomphe.

■ Amadou Z. Traoré (Commune IV)

s'en tenir à ses propos, une population surexcitée demande l'annulation pure et simple des voix des communes de Diankabou, Dina-Ogourou et Yoro. Il déplore la participation de l'administration locale dans cette mascarade et prévient : “nous avons déjà saisi la Cour constitutionnelle pour l'annulation de ces voix truquées”.

■ Koureichy Cissé



## COVID-19 et ramadan : "Les Halles de Bamako" alerte les autorités



■ Tout va flamber. Tous les prix vont s'augmenter" ! Tel est le constat amer de notre rédaction au marché des Halles de Bamako. La pandémie Covid-19 pèse déjà de tout son poids sur les prix des denrées alimentaires de première nécessité sur bon nombre de marchés au Mali. Le sucre, le lait et autres avaient tous connu une hausse. Avec ce mois de ramadan, subsiste chez tous les revendeurs approchés aux Halles de Bamako la crainte d'une autre hausse des prix. Birama Karembé, un jeune revendeur de pommes de terre et d'oignons raconte que le kilo de la pomme de terre qui était de 300F avant Covid-19 est remonté à 500 F CFA. Il s'agit de la pomme de terre de Sikasso, dit-il. Celle qui vient de Kati et de Moroyoni, n'ont pas connu une grande hausse. C'était à 225F et aujourd'hui, elle est vendue à 300F, selon lui. A ses dires, l'oignon a connu une hausse de 50F. Le prix était à 150F CFA et il est à 200F CFA le kilo maintenant. "Avec ce ramadan, tous les prix vont augmenter", pense-t-il.

"Les condiments sont trop chers", réplique directement la vieille Ina Doumbia, vendeuse de légumes et de condiments au même marché.

"Le concentré de tomate n'a pas connu de hausse. Le prix a été fixé à 1800 F CFA l'an passé et n'a pas changé depuis. Le Soumbala est à 1500 F CFA et l'arachide à 800 F CFA, toujours le kilo", explique-t-elle.

"Et le transport n'est pas facile", confie-t-elle avant d'ajouter que le couvre-feu, a impacté le prix de certains légumes. A l'en croire, le chou était vendu à 5000 F CFA le sac avant le couvre-feu mais aujourd'hui, il est jusqu'à 7500 F CFA. "Je pense que si les autorités laissent les transporteurs rentrer sans précision sur le couvre-feu, les choses pourront aller mieux", murmure-t-elle.

Par ailleurs Ina Doumbia a lancé ce cri de cœur à l'Etat, "il faudrait penser à nous. Les places que nous occupons ici ne sont pas gratuites. Nous l'achetons à 250 000 F et payons 100 F tous les jours à la mairie. Je pense que l'Etat doit prendre des mesures pour nous alléger un peu la tâche. Les marchandises sont chères. Et nous avons beaucoup de difficultés à les écouler surtout les produits périssables". Elle a terminé ses propos en disant que "l'huile coûte 12500 F CFA les 20 litres pour l'huile du Mali et le Dinor est à 15250 F". Un prix un peu abordable pour elle mais qui aussi connaîtra une hausse comme toutes les autres denrées alimentaires avec ce mois de ramadan. "Si l'Etat malien ne prend pas de disposition", conclut-elle.

■ Koureichy Cissé

## Coronavirus : Le Sénégal enregistre 59 nouveaux cas, 19 patients déclarés guéris



Les services du ministère de la Santé et de l'Action sociale signalent, ce mercredi 29 avril 2020, 64 nouveaux cas positifs au coronavirus. Il s'agit de 50 cas contacts et de 14 issus de la contamination communautaire. Plus réjouissant, 19 patients ont été déclarés guéris.

## Covid-19 au Sénégal : Comment le Jakartaman a fait entrer le "cas importé" à Vélingara



Un cas importé de Covid-19 a été déclaré, dimanche dernier, à Vélingara. Il s'agit d'une commerçante de 25 ans, en provenance de la Guinée Conakry, qui aurait emprunté un véhicule de transport en commun pour rallier la célèbre localité de Diaobé. Le maire de Bonconto, Chérif Habib Aidara, retrace, dans les colonnes de L'Observateur, le parcours de la femme contaminée au Covid-19.

"La dame a été récupérée en moto à la frontière par un résident de ma commune pour aller à Biaro, transitant par le village de Bonconto, chef-lieu de commune. Le conducteur de la moto l'a déposée à 500 mètres du village de Bouconto pour qu'elle puisse contourner à pied la sous-préfecture et se retrouver plus loin à la place du marché afin de se rendre à Biaro. Il l'a déposée à 500 mètres de la Nationale 6, comme il l'avait fait précédemment à l'entrée du village de Bonconto pour un de ses clients", explique le maire.



**LIBÉRER  
L'HONORABLE  
SOUMAILA  
CISSE !**

**ENSEMBLE NOUS POUVONS !**



# OCLEI : Identifier les causes de l'enrichissement illicite

**A l'instar des autres pays du monde, le Mali a lancé une lutte implacable contre la corruption et les infractions assimilées, depuis plusieurs années. Cependant, les structures mises en place, à cet effet, ont été confrontées à des obstacles significatifs. L'administration de la preuve de la corruption soulève de nombreuses difficultés.**

Il ressort du rapport de l'Oclei que les déclarations reçues par localité laissent apparaître que les assujettis résidant à Bamako ont effectué le plus grand nombre de dépôts soit 55% du total des déclarations de biens déposées, les institutions, les ministères, les services centraux, les autorités administratives indépendantes et de nombreux autres organismes ayant leur siège à Bamako. A préciser que la déclaration de biens couvre les assujettis.

En dépit de la distance qui les sépare du siège de la Cour suprême, les assujettis résidant dans les régions ont aussi été nombreux à déposer leurs déclarations de biens, avec un taux de 43%. Le constat qui se dégage de ces différentes figures est que l'obligation de déclaration de biens connaît une certaine effectivité non seulement en termes de nombre de dépôts, mais aussi en réactions après chaque relance. La législation met un accent particulier sur la confidentialité des déclarations de biens. Il est ressorti des échanges avec les assujettis la nécessité de renforcer la sécurité et l'intégrité des données à caractère personnel. Pour prendre en compte ces exigences dans le processus de communication des déclarations de biens par la Cour suprême, l'Oclei a mis en place, en lien avec celle-ci, un cadre de gestion incluant des mesures de sécurité physique et numérique.

L'office central de lutte contre l'enrichissement illicite est la seule structure dont la mission porte spécifiquement sur la prévention et la lutte contre l'enrichissement illicite. La corruption est un facteur aggravant de nos problèmes de développement économique et social, singulièrement lorsqu'elle s'étend à l'ensemble de la société : Etat, collectivités territoriales, secteur privé, société civile. En effet, la corruption nuit à l'efficacité économique, fausse l'affectation des ressources, décourage les investissements, accroît le coût

des projets, prive les citoyens les plus pauvres de services auxquels ils ont droit, aggrave la pauvreté et les inégalités sociales. Elle contribue à la perte de valeurs et de repères sociaux et culturels, mine la confiance des citoyens dans les institutions, déstabilise l'Etat de droit, empêche le fonctionnement démocratique des institutions et constitue un facteur de menace à la stabilité sociale et politique du pays. Lorsqu'il apparaît des incohérences manifestes et injustifiées entre l'évolution du patrimoine de l'assujetti, ses revenus et ses activités déclarées, l'Oclei peut décider de faire des investigations sur les éventuelles inexactitudes ou omissions contenues dans la déclaration des biens de l'assujetti.

A cette fin, il peut se faire communiquer tous les documents ou pièces justificatives de nature à le renseigner sur les éléments de déclaration de l'intéressé et procéder à l'audition des personnes dont il estime le témoignage nécessaire, sans que ces dernières ne puissent

lui opposer un éventuel secret professionnel. Il y a une corrélation étroite entre la corruption et l'enrichissement illicite, le second « étant la conséquence logique » du premier. Ce sont là deux phénomènes indissociables touchant tous les secteurs de la société et toutes les couches socio professionnelles. La lutte contre la corruption et les crimes économiques en général passe par une meilleure connaissance des modalités et des pratiques locales appliquées dans les différents milieux. L'objectif général de l'étude élaborée par le président Moumouni Guindo et son équipe est d'identifier les causes profondes de l'enrichissement illicite au niveau de l'administration publique malienne pour ensuite faire des propositions en vue d'une meilleure prévention du fléau. Le Mali s'inspire des expériences vécues, des succès obtenus et des difficultés rencontrées ailleurs dans la lutte contre la corruption, pour améliorer sa politique de lutte contre l'enrichissement illicite en général et le processus de gestion des déclarations des biens en particulier. Les responsables politiques, administratifs et syndicaux ainsi que les leaders des organisations de la société civile sont informés et sensibilisés sur le caractère crucial et international de la lutte contre la corruption, notamment dans le cadre d'une stratégie nationale contre la corruption. donc.

■ Ibrahim SANOGO





## Prévention des risques professionnels : L'IAPRP monte au créneau !

Le 30 avril de chaque année est un rendez-vous solennel pour l'Inter africaine de la prévention des risques professionnels (IAPRP), représentée au Mali l'Institut national de Prévoyance sociale (INPS), pour affûter davantage ses armes contre les accidents de travail et les maladies professionnelles. Malgré la méchante pandémie du Covid 19 qui secoue fortement le monde entier, les responsables de cet organisme régional, dont le Secrétariat général siège au Mali à la direction générale de l'INPS, ont respecté la tradition et sonné la mobilisation générale des travailleurs et employeurs pour arriver à bout de ce fléau.

**A**fin que les entreprises africaines soient seulement un lieu de richesse et non de mort ou de blessure pour les travailleurs, les responsables de l'interafricaine de la prévention des risques professionnels ont retenu comme thème de la 24ème journée africaine de la prévention des risques professionnels, qui est célébré, aujourd'hui jeudi 30 avril 2020, de façon sobre sur toute l'étendue du territoire malien : « **Travailler ensemble pour prévenir les risques professionnels** » avec comme sous thème associé : « **Politique de sécurité et santé au travail : responsabilités et rôle des différents acteurs** ».

Cet appel à la mobilisation générale est à l'image de l'ambition à court terme des responsables de l'IAPRP qui veulent considérablement réduire les accidents de travail et les

maladies professionnelles dans les entreprises africaines à défaut d'y mettre totalement fin.

En plus de la prise en charge des cas d'accidents de travail et de maladies professionnelles, les membres de l'IAPRP s'impliquent aussi depuis 24 dans leur prévention. Comme dire que prévenir vaut mieux que guérir. C'est pourquoi le choix des thèmes de la 24ème journée africaine de prévention des risques professionnels n'est pas gratuit. Selon la Directrice générale de l'INPS, Mme Sidibé Zamilatou Cissé, ces thèmes interpellent les parties prenantes du monde du travail sur les questions du dialogue social en matière de prévention des risques professionnels. Selon elle, le rôle du dialogue social n'est plus à démontrer d'autant plus qu'il a contribué à gérer différentes situations en milieu de travail

telles que : les mutualités sociales, les comités d'entreprise en charge de l'assurance maladie, les comités de la lutte contre les trois pandémies (VIH SIDA, tuberculose, paludisme). « **Mais, il en est autrement pour les questions relatives à la sécurité, la santé et au bien-être au travail ou d'importants défis persistent tels que des comités de sécurité et de santé au travail insuffisamment installés et peu actifs, des comités Techniques Consultatifs pour les questions relatives à l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail pas toujours fonctionnels, des nombreux pays du réseau de l'interafricaine de la prévention de la prévention des risques professionnels ne disposant pas encore de politique nationale de sécurité et de santé au travail et aussi même lorsque les conseils nationaux du dialogue social existent, ils interviennent rarement sur les problèmes de sécurité, de santé et le bien-être au travail** », remarque la directrice de l'INPS qui prône le dialogue social comme levier pour prévenir les risques professionnels. Pour ce faire, elle appelle entre autres à donner la priorité à la mise en œuvre du dialogue social inclusif en fédérant les parties prenantes du monde du travail et particulièrement les acteurs internes à l'entreprise, à impliquer tous les acteurs internes, indispensable à la consolidation du dialogue social et à l'élaboration d'une politique de sécurité et santé au travail. « **Cette journée revêt un double intérêt pour le monde du travail dans l'espace IAPRP. Il s'agit à travers cette**

journée de préparer le forum des comités de sécurité et santé au travail de Cotonou, prévu du 10 au 14 août 2020, qui offrira certes une plateforme d'échanges sur le dialogue social au niveau national. Cette journée répond également au besoin de développer la collaboration et la concertation des acteurs internes à l'entreprise, sur les questions de prévention des risques professionnels », informe Mme Sidibé Zamilatou Cissé avant de rappeler aux différents acteurs du monde du travail d'observer l'application des mesures barrières contre l'épidémie à coronavirus telles que édictées par les plus hautes autorités sanitaires de la République du Mali pour se protéger et protéger les autres sur les différents lieux de travail.

En effet, selon l'Organisation mondiale du travail (OIT), les accidents du travail et les maladies professionnelles causent la mort de 6300 personnes chaque jour, soit environ 2,3 millions de décès par an, dont 350 000 sont dus à des accidents de travail et près de 2 millions résultant de maladies liées au travail.

Les accidents non mortels touchent quant à eux, un plus grand nombre de victimes, car plus de **313 millions** de personnes sont victimes de blessures chaque année, tandis que les maladies liées au travail affectent **160 millions** de personnes.

Dans ce décompte lugubre, l'industrie minière, bien qu'elle n'emploie qu'un pour cent de la main d'œuvre mondiale, est à l'origine d'environ **8%** des accidents du travail mortel, soit environ **15 000** personnes par an.

Il est dans ce contexte important de préciser, que l'Afrique, avec **2%** des emplois dans le monde, comptabilise à elle seule, **18%** des accidents de travail mortels.

Quant au Mali, 540 cas d'accidents de travail sont déclarés chaque année à l'INPS. Dans ce lot, on regrette chaque année 12 cas mortels. A noter que ces chiffres ne prennent pas en compte le secteur informel.

■ **Ibrahim SANOGO**

## Des enfants de la rue face au coronavirus : Une couche exposée

Dans l'espoir d'aider la population au respect des mesures barrières, le gouvernement a pris des mesures dont aucune ne semble prendre en compte les enfants talibés ou les enfants de la rue qui sont la couche la plus vulnérable en cette période de pandémie.



Les mesures prises permettront, d'accompagner la population à mieux faire face aux conséquences de la maladie. Mais le constat qui se dégage est que ces mesures ne prennent pas en compte toutes les couches sociales, surtout les plus exposées à ce virus, notamment les enfants talibés ou "garibou". Ils constituent la frange de la population qui ne vit que des offrandes et autres aumônes, courant ainsi un grand risque de contamination. De plus, ils peuvent être un vecteur de propagation de la pandémie.

Aussi, la question qui taraude l'esprit des Maliens avertis est la suivante : laquelle de ces mesures d'accompagnement prend en compte les enfants talibés ? Ils sont naturellement les grands oubliés de la nation ; en d'autres termes, le ventre mou de la société.

Maintes fois dénoncées par les organisations internationales des droits des enfants, leurs conditions de vie n'ont pas connu un grand changement, conditions de vie jugées inhumaines par ces institutions. Ce qui nécessite une réelle volonté politique pour sortir ces enfants de cette situation ou alors réglementer cette activité informelle ; puisque les marabouts, sachant qu'ils n'ont pas assez de revenus pour survivre, tentent d'utiliser ces enfants comme un fonds de commerce. Il est capital d'interpeller les élites gouvernementales sur les véritables dangers que courent ces enfants de la rue, surtout en cette période de pandémie.

En effet, personne n'est sans savoir que ses jeunes gens sont obligés de mendier pour manger à leur faim. Les risques de contamination sont donc très élevés. Nous savons également que ces enfants marchent de quartier en quartier, de rue en rue à la recherche du pain quotidien. Ce qui fait que ces talibés sont plus susceptibles d'être contaminés. En cas de contamination, ces enfants et adolescents constituent un vecteur non négligeable parce que le simple fait qu'ils se déplacent d'un espace à un autre sera un boulevard permettant au virus de se propager.

Aujourd'hui, malgré la dégradation de la situation sanitaire au Mali, les talibés continuent à errer à travers les quartiers. Pour un quelconque respect des mesures barrières, ils ont du mal à se fléchir à cause de leurs conditions de vie au quotidien. Aucun système n'est mis en place, par ailleurs, pour leur permettre d'avoir accès aux moyens de prévention. « De temps en temps, je me lave les mains quand je vois le dispositif sanitaire. Mais nous sommes aussi chassés par certains propriétaires », nous a confié Madou Diallo, talibé. Cette catégorie de la population doit bénéficier d'une assistance particulière car les maîtres coraniques sont dans l'œil du cyclone, en ce temps de coronavirus. Mais en attendant, les enfants Talibés ou Garibous sont exposés.

■ **Ibrahim SANOGO**



# Comites Syndicaux des Chu de Bamako et de Kati : L'indignation des médecins

**Les Comités Syndicaux des Centres Hospitaliers Universitaires (CS-CHU) de Bamako et de Kati, lors d'une conférence de presse, ont affirmé qu'ils sont face à des autorités qui n'ont que du mépris pour eux, qui ne daignent même pas répondre à leurs correspondances et demandes d'audience pour rechercher des solutions concertées à des problèmes qui peuvent mettre en péril la vie des maliens.**

Le secteur de la santé, durant les cinq dernières années, a fortement été agité car marqué par des mouvements revendicatifs d'ordre syndicaux venant non seulement des différentes structures, mais aussi des bureaux exécutifs nationaux de différents syndicats du secteur de la santé », a souligné, mardi dernier, le Dr Amadou Maïga. « La grève illimitée de mars 2017 du Syndicat National de la Santé, de l'Action Sociale et de la Promotion de la Famille (SNS-AS-PF) est encore dans tous les esprits », reconnaît-il.

A ce jour, aucun préavis de grève n'a été déposé par les syndicats des Centres Hospitaliers Universitaires (CHU). Cependant, tout est possible si le statu quo du climat social devrait demeurer, les semaines à venir.

Selon Dr Amadou Maïga, il faut préciser que pour un responsable syndical, le préavis de grève est l'ultime action à entreprendre lorsque toutes les autres voies de concertation et de dialogue ont été rejetées ou ont montré leurs limites.

« Pour nous, il ne s'agit point d'abandon de notre responsabilité, ni d'insouciance face à la crise sanitaire. Bien au contraire, il s'agit de nous armer, de nous outiller pour mieux servir de remparts entre le coronavirus et nos enfants, nos mamans, nos conjoints, nos concitoyens, tous ceux qui vivent en ce moment sur le territoire malien » a-t-il expliqué.

A cet effet, il a affirmé ceci : « Nous sommes face à des autorités qui n'ont que du mépris pour nous, qui ne daignent même pas répondre à nos correspondances et demandes d'audience pour rechercher des solutions concertées à des problèmes qui peuvent mettre en péril la vie des Maliens ».

Dans le secteur de la santé, le Dialogue Social est en passe de devenir un vain mot. Il est re-

grettable de constater que les syndicats, à chaque fois, soient obligés de procéder à des préavis de grève pour parvenir à des négociations et aboutir à des Procès-Verbaux (PV) de conciliation.

En outre, il est encore plus pénible pour un responsable syndical de constater que les en-

gagements pris à travers ces PV de conciliation sont ignorés par les responsables administratifs, une fois que le mot d'ordre de grève ait été levé ou suspendu.

Selon le document, les éléments de justification de l'indignation sur lesquels se fonde la présente démarche sont palpables. Il suffit de se rendre dans un centre de santé ou d'échanger avec un agent socio-sanitaire pour se rendre compte des problèmes majeurs, dit la même source.

Les motivations des comités syndicaux des CHU de Bamako et de Kati ne sont pas dictées par des raisons liées aux responsables syndicaux encore moins par des considérations politiques ou politiciennes.

Selon le Secrétaire aux revendications du SYNACAM, Moussa Diarra, cette alerte est donnée dans le but de prendre à témoin l'opinion nationale et internationale sur la volonté des travailleurs des structures de santé à œuvrer



pour instaurer des meilleures conditions de travail pour l'intérêt des patients.

« Aujourd'hui, une puissante action syndicale s'impose pour l'intérêt même des populations afin que nous puissions assurer, avec efficacité, la prise en charge de patients à nous référés. C'est pourquoi nous avons organisé cette rencontre qui a pour but d'informer la population sur les actions qu'on veut mener dans l'avenir. Nous sommes en train de souffrir énormément à cause de ce qui se passe actuellement. Nous voulons que nos droits soient respectés et nous serons sereins pour faire face à cette pandémie du Covid-19. »

Par ailleurs, les principales préoccupations actuelles des Comités syndicaux des CHU de Bamako et de Kati qui pourraient faire l'objet de cessation de travail, dans les prochains jours, s'articulent autour de trois axes majeurs, notamment, le respect des engagements pris par les autorités, la sécurité du personnel et l'amélioration des conditions d'accueil, d'hospitalisation et de soins des patients, et l'avènement d'une bonne gouvernance hospitalière. C'est pourquoi les Comités syndicaux osent croire que, dans un bref délai, les plus hautes autorités s'activeront à satisfaire les préoccupations du moment. Il s'agit donc, pour eux,

de : rendre effectives les mesures de sécurité et de motivation du personnel dans le cadre de la lutte contre l'épidémie du coronavirus ; mettre le personnel Bi-appartenant lésé dans ses droits en payant intégralement leurs arriérés d'émoluments, en intégrant lesdits émoluments dans leur salaire, en uniformisant lesdits émoluments dans toutes les structures, en relisant la convention hospitalo-universitaire en y associant tous les acteurs ; parachever le processus d'intégration dans la fonction publique de l'Etat du personnel contractuel dont les dossiers ont déjà été traités en tenant compte de leurs nouvelles situations administratives et en régularisant la situation de ceux déjà intégrés ; rendre effective la prise en charge gratuite des soins médicaux pour le personnel socio-sanitaire assujéti à l'Amo, conformément aux engagements et aux textes ; améliorer les conditions de travail des CHU et hôpitaux concernés notamment par le recrutement d'un personnel qualifié, l'amélioration et l'adaptation des plateaux techniques en tenant compte de nouveaux défis sanitaires ; rembourser intégralement les primes de fonction spéciale prélevées et procéder à l'augmentation substantielle de ces primes de fonction spéciale

ainsi que les primes de garde et les primes de monture.

« Nous avons noté 6 points dont un seul est nouveau, à savoir les mesures de sécurité pour lutter contre le coronavirus », a précisé le SG du Symema de l'Hôpital du Mali, Dr Mahamadou Dama avant de dire que le Gouvernement est en train de trainer les pieds par rapport à l'exécution de ces points.

S'agissant de la lutte contre le Covid-19, Fousseïni Coulibaly du Comité de CHU du Point G a témoigné que depuis le début de cette pandémie, l'hôpital de Point G n'a pas reçu de kits sanitaires venant de l'Exécutif. Pour lui, ce sont des anciens kits qui étaient destinés à la lutte contre l'Ebola qui ont été utilisés pour prendre en charge les malades de Covid-19 à l'hôpital du point G. « Dix cache-nez sont offerts aux agents de santé par mois or, en réalité, la durée maximale est de quatre heures, les liquides hydro-alcooliques sont en manque, y compris les savons », a déploré Dr Fousseïni Coulibaly avant de conclure que les autres malades sont oubliés à cause du coronavirus.

■ Ibrahim SANOGO





## Conférence épiscopale 2020 : Sous le double signe du croyant et du citoyen

**L**a première session des évêques du Mali a vécu cet après-midi, 29 avril 2020, à l'Archevêché de Bamako. Mais, quelques heures auparavant, le ministre des Affaires religieuses et du Culte, M. Thierno Amadou Oumar Hass DIALLO, a rendu visite aux conférenciers pour les féliciter et les encourager au nom des plus hautes autorités de notre pays. **« Vos conférences sont des moments importants pour l'organisation de l'Eglise et le changement de comportement du croyant qui bénéficie de vos orientations et de vos conseils lui permettant d'être utile pour sa communauté et le Mali entier, tout en méritant sa place de citoyen au service complémentaire de sa foi et de sa patrie »**, a félicité le ministre DIALLO.

**« Les différentes conférences épiscopales se déroulaient aux moments où l'on s'apitoyait sur le sort du pays ; mais, aujourd'hui, la préoccupation va au-delà du Mali, parce que c'est l'humanité entière qui est concernée par la maladie à corona virus »**, a-t-il rappelé avec beaucoup de compassion.

**« Cette situation nous ramène à notre dimension d'être fragile et impuissant, face à une vérité crue : poussière sommes-nous ; à la poussière, nous retournerons »**, a déduit le ministre DIALLO.

Aujourd'hui plus que jamais, a-t-il sollicité, **« nous avons besoin de prières et de bénédictions auprès de vous en qualité d'hommes de Dieu et d'héritiers de Jean Baptiste et du Christ »**.

Cependant, au-delà des prières et des bénédictions, a salué le ministre DIALLO, l'Eglise a fait montre **« d'exemplarité dans le comportement citoyen par le respect des mesures-barrières et d'hygiène »**, édictées par les autorités compétentes en matière de prévention et de lutte contre la maladie à corona virus, communément appelée COVID-19.

**« C'est la preuve que l'Eglise, en tant que spiritualité, comprend que la science peut et doit être une lumière pour l'homme »**, a-t-il soutenu.

Le ministre DIALLO a profité de cette première session pour rappeler le récent message du Cardinal Jean ZERBO, en ce qui concerne

l'heureuse coïncidence entre le carême chrétien qui prend fin juste une semaine avant le début du ramadan musulman, **« signe de la fraternité des croyants et de l'unicité de Dieu »**.

**« Merci pour ce qui doit être le dialogue interreligieux, synonyme d'humilité pour le bonheur et le progrès de notre pays, le Mali »**, a-t-il conclu, avant de se réjouir de la nomination du tout nouvel évêque de Mopti, en la personne de Jean Baptiste TIAMA, qu'il a chaleureusement félicité pour son nouveau magistère.

Quant au Président de la Conférence épiscopale des évêques du Mali, Mgr Jonas DEMBELE, il a témoigné en faveur du ministre DIALLO pour le respect envers l'Eglise et le peuple de Dieu dans son ensemble, mais aussi et surtout, pour sa **« proximité avec tout le monde (chrétiens, musulmans, gardiens de temples anciens), incarnant de ce fait même le principe du dialogue interreligieux et le vivre ensemble dans notre pays »**.

Pour le Cardinal ZERBO, la plus grande pandémie qui menace l'avenir même de notre Nation se somme **« déliquescence de notre école, sinon du système scolaire »**, à laquelle il faut remédier de toute urgence, en invitant chacun à **« faire un effort pour faire avancer les choses »**.

■ Source : CCOM/MARC





## ANGESEM : Des résultats satisfaisants malgré des difficultés



**L'**Agence Nationale de Gestion des Stations d'Épuration (ANGESEM) au regard de la situation sanitaire que le pays traverse, a tenu à huis-clos la 13e session de son Conseil d'Administration. L'ouverture des travaux a été présidée par le Ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable, M. Housseini Amion Guindo, qui avait à ses côtés la Directrice générale de l'ANGESEM, Mme Touré Assian Sima. La Directrice générale de l'ANGESEM, Mme Touré Assian Sima, a reçu les chaleureuses félicitations des administrateurs pour le travail titanesque abattu au cours de l'année écoulée. Malgré les difficultés, la directrice et son équipe ont mouillé le maillot. Et cela pour offrir un meilleur cadre de vie aux populations. Au-delà de l'entretien régulier des stations

dont elle est en charge ; l'achat de matériels et équipements et la formation des agents, l'ANGESEM a enregistré un certain nombre d'acquis. Parmi lesquels la réalisation de stations de traitement des eaux usées dans quatre hôpitaux (trois à Bamako : Point G ; CNAM ; Hôpital du Mali et un à Sikasso) ; la réhabilitation des stations de traitement des eaux usées des villes de Mopti et Tombouctou ; la finalisation du Siège de l'ANGESEM. S'y ajoutent, la poursuite de la construction d'une station de traitement des boues de vidange à Sikasso et à Ségou ; l'extension du réseau pour le versant Est à Tombouctou et la mise en œuvre du décret relatif à la Redevance du service public d'assainissement des eaux usées, entre autres. En 2019, l'ANGESEM a entretenu des partena-

riats qui lui ont permis de faire face à certains défis. Notamment, le recouvrement de la redevance du service public d'assainissement des eaux usées dans le cadre d'un protocole de collaboration signé entre l'ANGESEM et la SOMAGEP.

Toujours dans le cadre du partenariat, l'Office National de l'Assainissement (ONAS) et l'ANGESEM ont convenu de mettre en place dans le cadre de la coopération Sud-Sud, un accord de partenariat et d'assistance technique sur la thématique de la gestion des eaux usées municipales (assainissement collectif ; organisation et gestion des réseaux et des stations d'épuration ; assainissement individuel ; gestion, traitement et valorisation des boues de vidange).

Au cours de la même année 2019, l'ANGESEM a signé avec la CN-CIEPA, un partenariat afin de relever le défi de la problématique de la gestion des boues de vidange.

Toujours en 2019, dans le cadre du partenariat entre l'ANGESEM et le PCA-GIRE, le groupe d'experts internationaux commis par l'ambassade des Pays Bas au Mali, a initié l'extension du réseau d'égout de Sotuba. Et cela, pour permettre la connexion de cent (100) concessions de la zone industrielle. À cela, il faut ajouter le projet d'assainissement de la ville de Bamako qui connaît des avancées avec l'appui de la Banque Africaine de Développement. Autant de résultats encourageants que l'ANGESEM a enregistrés dans le cadre des partenariats. Selon le Ministre, les perspectives pour 2020 s'annoncent sous de bons auspices. Et de poursuivre que ces perspectives se traduisent par la construction d'une station de traitement de boues de vidange à Bamako ; la poursuite des travaux de construction de deux (2) stations de traitement des boues de vidange à Sikasso et à Ségou. Ensuite, vient le suivi des unités industrielles et des établissements commerciaux ; la levée des réserves des travaux et l'achèvement des travaux de construction du siège de l'Agence et l'acquisition de matériels et de moyens logistiques.

« Pour mener à bien ces activités un budget de 1,3 milliards FCFA (1 364 875 000F) a été alloué à l'ANGESEM en 2020 contre un budget de 1,5 milliards (1 523 875 000F CFA) en 2019 soit une baisse de 11,43% », a conclu le ministre.

**Adama COULIBALY**

# Pandémie du covid-19 : La légèreté civique de certains citoyens expose le Mali à une propagation éventuelle du virus

**M**algré les mesures préventives prises dans le sens de la lutte contre la propagation mondiale du coronavirus (Covid-19), telles que le confinement, la restriction sur les rassemblements, la fermeture des frontières et lieux d'attroupements, une hygiène stricte, etc., bon nombre de Maliens continuent à vaquer obstinément à leurs activités au quotidien comme si de rien n'était. Pire, de ces citoyens qui s'entêtent, certains essaient même de contredire ces consignes scientifiques par des arguments bidon selon lesquels le coronavirus ne peut survivre en cette période de chaleur au Mali. D'aucuns rétorquent même qu'il s'agirait d'une pandémie occidentale... Une sorte de punition divine. Sur quelles expertises se basent ces citoyens têtus, seul Dieu qui leur aurait dit que lui seul est la cause et la solution à cette maladie le saura !

Malgré aussi la fermeture mutuelle de nos frontières avec les pays voisins, dans le but de contenir l'une des pires pandémies que connaît aujourd'hui le monde, des centaines de maliens résidant en Guinée ou dans d'autres pays limitrophes du Mali ont pénétré par force ou clandestinement les frontières. Une flagrante violation de ces mesures impératives qui ont été imposées, justement en temps de crise, dans le seul but de protéger l'ensemble des citoyens. Si ce virus invisible a franchi les frontières chinoises, la mer et des milliers de kilomètres pour envahir la quasi-totalité de la planète, ce n'est pas une frontière terrestre qui sera pour cette pandémie un obstacle à franchir ! En fuyant la Guinée, sans se faire dépister, ni prendre ou respecter les précautions officielles, les excursionnistes pourraient bien être à la base d'une éventuelle propagation du coronavirus au Mali, au cas où ils seraient porteurs du virus sans le savoir.

Selon des témoins, quelques jours plutôt aussi, des passagers entrant au Mali par voie aérienne et qui ont été mis temporairement (14 jours) en quarantaine, ont quitté au vu et au su des autorités leurs lieux de quarantaine



comme quoi ils n'étaient pas à l'aise et courraient le risque même d'être contaminés par les conditions très médiocres des lieux de logement. Le premier cas du coronavirus enregistré au Mali le 25 mars dernier est une ressortissante malienne venue de la France (un des pays épicentres du covid-19 à la porte de l'Afrique) par vol quelques jours avant la fermeture temporaire de l'aéroport international de Bamako. La fermeture des frontières a été décidée le 17. Cela, veut-il dire que d'autres passagers ayant pris le même vol ou le personnel de l'aéroport ayant eu un contact direct avec notre compatriote expatrié seraient aussi contaminés ? Le gouvernement a-t-il déployé les moyens nécessaires afin de traquer, dépister et confiner toutes ces personnes et leurs proches auprès desquels ils se sont rapprochés ces derniers jours ? L'heure n'est justement pas à la panique, mais comme dit-on "mieux vaut prévenir que de guérir", et surtout le gouvernement ne devrait pas seulement multiplier des communiqués, mais plutôt concrétiser ces discours à l'apparence politique !

## Un système sanitaire faible, longtemps négligé

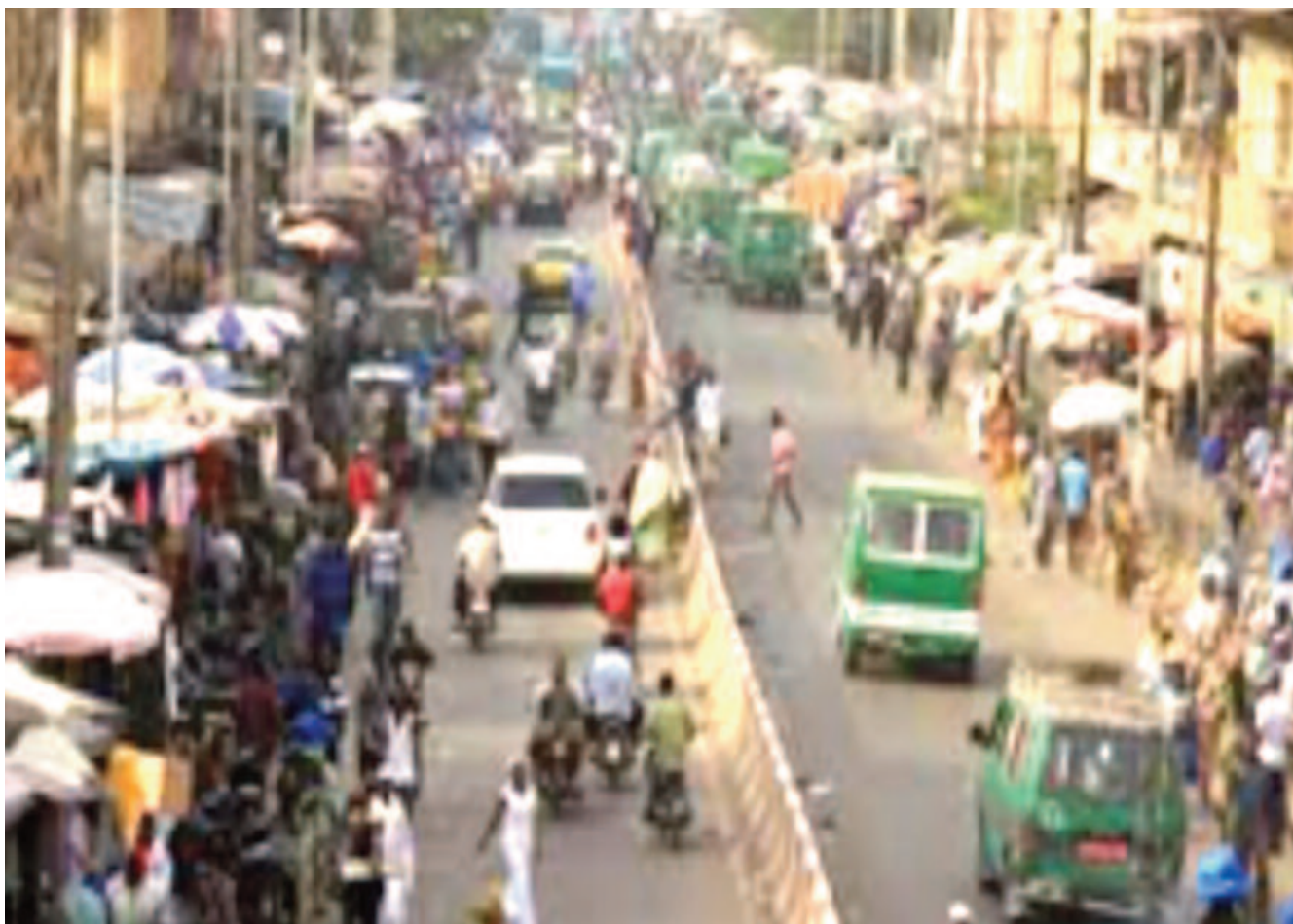
Les voyageurs n'ont pas malheureusement tort. Le gouvernement a certes pris des mesures drastiques, cependant, il a failli dans l'application stricte de ces mesures ! Semble-

t-il, le corps médical, outre la ville de Bamako, ne dispose pas du matériel adéquat afin d'appliquer intégralement la décision gouvernementale, telle que le dépistage ou la prise en charge. Le corps médical sur l'ensemble du territoire court aussi le risque d'être contaminé et ensuite propager le coronavirus du fait que les structures sanitaires au Mali laissent à désirer. Comme la plupart des pays africains, le Mali a fort longtemps négligé son système sanitaire, privilégiant plutôt l'appareil sécuritaire qui n'a servi qu'à la répression des voix discordantes.

Aujourd'hui, le gouvernement se précipite dans tous les sens pour réanimer un système moribond. Parviendra-t-il ? Et cet épisode de pandémie mondiale serait-il enfin l'ultime alerte à un réveil de la classe gouvernante, qui a longtemps fait recours à la médecine occidentale au détriment du développement de la santé publique locale ? Ce qui est certain, cette pandémie invisible, ne fait aucune distinction entre la cours royale et les sujets ! Il faudrait donc que les mesures préventives soient strictement renforcées et la riposte collective une mission de tout un chacun, y compris des commerçants véreux qui ont déjà saisi l'opportunité d'augmenter artificiellement les prix des denrées alimentaires et produits hygiéniques.

■ **Arouna TRAORÉ**





## Mesures-barrières : De graves failles dans le système

Il y a un peu plus d'un mois que le Covid-19 a fait son apparition au Mali respectivement à Bamako et Kayes. Depuis, il ne se passe aucun jour sans que des cas de contamination soient signalés officiellement. La tendance de la courbe est à la hausse et l'épidémie qui était confinée dans la capitale s'étend sur l'ensemble du pays. Malgré cette situation inquiétante, les Maliens dans leur majorité ne semblent pas encore conscients du danger qui les guette. En effet, rares sont ceux qui respectent les mesures-barrières même si de temps à autre on peut apercevoir certains munis de masque. Les marchés grouillent toujours de monde mais c'est l'arrivée du Ramadan qui perturbe le dispositif sécuritaire établi à l'occasion du couvre-feu sans que le Gouvernement réagisse. Les mesures-barrières sont importantes dans la lutte contre le Covid-19. Si elles ne permet-

tent pas de vaincre totalement l'épidémie, elles ont le mérite d'en diminuer considérablement la propagation et à long terme juguler la chaîne de contamination. Les mesures-barrières qui consistent au Mali à se laver régulièrement les mains au savon, à les nettoyer au gel hydro alcoolique, à garder la distance de 1,5 mètre, à ne pas se serrer les mains et à éviter les regroupements de plus de 50 personnes sont loin d'être respectées. A défaut d'avoir des moyens de riposte sanitaire efficaces et suffisants, les mesures-barrières demeurent ici la voie la plus sûre pour se sortir du guêpier de la maladie. Or ces mesures-barrières peinent à s'imposer au Mali à cause de l'incrédulité des Maliens d'une part, et du caractère hautement social et communautaire des populations. A cela s'ajoutent l'analphabétisme et le fatalisme qui sont autant de facteurs aggravants.

En effet, beaucoup de nos compatriotes sont convaincus que le Coronavirus est une invention des Blancs. Des personnes interrogées à la télévision nationale ont affirmé ne pas croire en la maladie. Il n'y a pas pire attitude favorable à la propagation de l'épidémie car elle fait baisser la garde et exposer à tous les dangers de la contamination et de sa propagation. Ainsi les marchés de la capitale et d'ailleurs grouillent de monde peu soucieux des mesures-barrières édictées par les autorités politiques et sanitaires. Des millions de personnes continuent à se côtoyer au cours des cérémonies de mariage, de baptême et de funérailles auxquelles très peu de personnes osent s'absenter en alléguant le Covid-19. Une telle attitude serait un casus belli qu'on n'oubliera pas de sitôt. En fait il est quasi impossible d'imposer le confinement aux Maliens car les conséquences qui en résulteraient seraient plus mortelles que le Covid-19. En effet rares sont les Maliens qui disposent de moyens suffisants pour rester confinés un mois durant. La plupart de nos concitoyens, y compris les salariés de l'Etat et du privé, vivent au jour le jour. Beaucoup d'entre nous se lèvent tôt pour aller chercher de quoi faire bouillir la mar-





mité à midi car très peu peuvent s'offrir les trois repas quotidiens.

Un autre danger vient rendre l'observation des mesures-barrières plus difficiles. Il s'agit des prières collectives à l'occasion du Ramadan. En effet, ils ne sont pas très nombreux les personnes qui fréquentent les mosquées en temps normal, excepté la prière du vendredi. Pendant le Ramadan, non seulement les mosquées sont prises d'assaut mais il est peu de rues que les fidèles musulmans n'occupent le soir. Le danger ici est permanent car la prière exige que les gens soient collés, épaule contre épaule. Malgré le danger, l'appel à la prière est irrésistible et les musulmans se pressent vers ces lieux de prière, telles des libellules autour de la flamme. Convaincues que Dieu les protège ou que si l'on meurt dans ces conditions on ira directement au paradis, toutes ces foules de millions de personnes à travers le pays ne se soucient guère du Covid-19 car, pensent-elles, c'est Dieu qui rend malade.

Pourtant, des informations circulent selon lesquelles des imams seraient déjà morts de l'épidémie. Loin d'être inquiétés par ces « morts heureuses » - car les personnes décédées en plein Ramadan sont bénies de Dieu - les musulmans se pressent chaque soir pour rendre grâce à Dieu qui est le Maître de toutes choses y compris le Covid-19. Les prières excédant largement le début du couvre-feu en vigueur, celui-ci est violé tous les soirs car les forces de sécurité ne peuvent empêcher ces centaines de milliers de musulmans qui prennent d'assaut les mosquées et les rues. Aussi, des personnes qui ne prient pas s'attardent-elles un peu plus dehors à la faveur du Ramadan. On voit ainsi apparaître des vendeurs et vendeuses installés au bord des routes pour proposer des brochettes de viande et autres plats de riz avec sauce. Ainsi le couvre-feu n'a plus son sens et est de nul effet pour amoindrir la propagation du Covid-19.

Cette situation est largement imputable aux au-

torités politiques qui n'ont pas eu le courage d'interdire les prières collectives comme l'ont fait certains de nos voisins. Le Président Ibrahim Boubacar Keita est frileux dès qu'il s'agit de l'Islam et des musulmans du Mali. Beaucoup de chefs religieux auraient écarté l'idée de fermer les mosquées. Pourtant certains imams ont pris cette courageuse décision pour protéger les fidèles contre le Covid-19. Il faut dire qu'IBK n'a aucun argument à faire prévaloir lui qui, malgré l'épidémie et les protestations, a maintenu les élections législatives dont on ne saura jamais l'impact qu'elles ont eu en matière de propagation de l'épidémie. Si IBK peut braver le Covid-19 pour organiser « ses » élections, pourquoi les musulmans, qui sont sous la protection du Seigneur des mondes, n'iraient pas à la prière collective ?

Ce mois de Ramadan est lourd de dangers plus grands que celui des marchés ou des foules d'enterrements et autres regroupements. Il faut s'attendre à une hausse de la courbe de contamination au Covid-19 dans les prochaines semaines. Avec des hôpitaux qui sont au seuil de la saturation, la multiplication des cas de contamination pourrait rapidement dépasser les capacités d'accueil et de soins. La situation deviendrait alors incontrôlable surtout si l'épidémie s'amplifiait à l'intérieur du pays où la plupart des villes et villages n'ont aucun moyen pour faire face à la maladie. Les autorités sanitaires seraient alors incapables de sauver les milliers de malades qui se presseraient devant les centres de santé.

Il se murmure que les autorités politiques voudraient décider de confiner les villes de Bamako et de Kayes qui sont, pour l'instant, les principaux foyers de propagation du virus. Mais on se demande si ce n'est pas déjà trop tard. Certes Bamako reçoit chaque jour des milliers de personnes venant de l'intérieur du pays et autant la quittant. Mais le Covid-19 a déjà atteint le Mali profond avec 7 régions touchées sur 10. Si l'Etat n'arrive pas à imposer les mesures-barrières à Bamako, comment le peut-il à l'intérieur du pays ? C'est pourquoi il faut s'attendre à des jours très difficiles car la courbe des contaminations est très loin de son pic. Alors les autorités politiques pourraient regretter de n'avoir pas pris des mesures courageuses pour contrer une maladie que l'on qualifie déjà de mal du siècle.

■ **Diala Thiény KONATÉ**



# Bakary Togola : Le détenu qui a terrassé deux chefs de parti



L'ancien président de la Chambre d'Agriculture s'est révélé aussi redoutable en prison qu'en dehors, aussi irrésistible en étant libre que détenu. Il l'aura démontré en tout cas par ses prouesses aux législatives en conduisant d'une main de maître la liste gagnante de Bougouni depuis son cachot, quoique récemment transféré dans un milieu hospitalier.

Bakary Togola est en effet sorti vainqueur d'une compétition où la moindre concession ne lui a été faite par deux ténors de la scène politique malienne et habitués des rendez-vous électoraux de Bougouni. Il s'agit du Professeur Tiemoko Sangaré et de Mamadou Bakary Sangaré alias Blaise, ci-devant : présidents de l'Adema-PASJ et du parti CDS. Avec son incarcération suite à la brûlante affaire de détournement de fonds paysans, rares étaient les observateurs n'ayant pas fait le deuil des ambitions parlementaires que le président de l'APCAM manifestait depuis les législatives avortées de 2018, donc bien avant ses ennuis judiciaires. C'était sans compter avec la force de frappe du riche paysan ou du moins avec la médiocrité politique de ses adversaires. En tout cas, le malheureux épisode judiciaire n'aura nullement constitué un frein à l'accomplissement de son dessein face à des concurrents dont la réelle

dimension aura été mise en évidence par les prouesses d'un candidat auquel la liberté conditionnelle a été par plusieurs fois refusée tout au long de la campagne électorale. Au mépris des législations nationales et continentales en vigueur, en effet, ses avocats auront vainement requis qu'il lui soit permis de descendre physiquement dans l'arène pour y concourir à chances égales, mais leur client dut se contenter de son ombre vraisemblablement tout aussi influente auprès de l'électorat de Bougouni. Ce n'est pas tout. L'illustre prisonnier devait en outre subir une spoliation de son droit de vote – dont un détenu n'est légalement privé au Mali qu'en cas de condamnation définitive. Ses désagrément n'auront guère affecté outre mesure les aptitudes politiques hors-normes de Bakary Togola. Il s'en est tiré certes au premier tour avec un ballottage largement défavorable, mais ce n'était visiblement qu'une entrée en matière expérimentale qui va se conclure par un exploit aussi ennuyeux qu'inattendu pour les puissants adversaires. De 24 000 voix environ au premier tour contre 33 000, la liste qu'il conduit sous la bannière du RPM ne leur a pas seulement tenu la dragée haute au second tour. Bakary Togola et ses alliés de l'URD et du MPM se feront même le luxe de creuser un écart certes mince mais que le redoutable trio Adema-CDS-Codem

ne peut combler qu'en misant sur les aléas d'une annulation massive de suffrages par la Cour constitutionnelle. Ils comptent en clair sur les nombreuses requêtes introduites pour ce faire et dont l'aboutissement enlèverait peu de choses à la flétrissure. Et pour cause, dans les liens de la détention préventive et privé de tout, l'ancien président de l'APCAM en baptême du feu électoral arrive à s'offrir la tête des deux plus grosses figures de la majorité présidentielle à Bougouni que sont Mamadou Bakary Sangaré alias Blaise de CDS et Tiemoko Sangaré du PASJ.

En attendant leur validation ou une infirmation par la Cour constitutionnelle, les résultats provisoires proclamés par l'administration donnent déjà lieu à d'âpres disputes sur fond d'accusations et de blâme dans le camp des perdants. C'est ainsi que la responsabilité de la raclée électorale est imputée au PASJ dont le président n'aurait été que d'un faible apport à l'effort collectif, en tirant notamment vers le bas les résultats du trio Adema-CDS-Codem dans son fief électoral de Garalo. Le coup électoral de Bakary Togola retentit tout aussi vigoureusement chez les militants de l'Adema-PASJ, dans les rangs desquels les interrogations commencent à pleuvoir quant au maintien d'un président dépourvu visiblement de base électorale et sans rendement politique réel dans sa famille politique. De là à lui contester le mérite de la responsabilité qu'il assure depuis le congrès de l'Adema en 2015, il n'y a qu'un pas que beaucoup de militants n'hésitent pas hésiter à franchir. Autant dire que le Professeur Tiemoko Sangaré est attendu de pied ferme au prochain renouvellement des instances d'une Ruche alors qu'il n'est pas en marge des manœuvres et calculs annonciateurs du combat pour le statut de porte-drapeau des Abeilles en 2023. Il s'agit visiblement d'une autre portée politique de l'exploit inédit de Bakary Togola à Bougouni. L'autre portée est judiciaire puisque le coup de maître du très habile détenu pourrait déboucher sur sa libération sans condition si l'Assemblée nationale en fait la demande expresse. C'était le cas avec l'arrestation du député Mamadou Bagayoko de Bougouni par contrainte par corps. Les députés avaient obtenu sa libération en mettant dans la balance le refus catégorique de siéger pendant qu'un des leurs est détenu à la Maison Centrale d'Arrêt.

■ A KEÏTA

# Défaite de Moussa Timbiné aux législatives en Commune V : La rançon de la désunion

Le Ministère de l'Administration Territoriale a publié le vendredi dernier, les résultats provisoires du second tour des législatives 2020 en Commune V du district de Bamako qui ont vu la victoire nette et sans bavure de l'alliance URD-Adema-ADP. La liste RPM-APR, en effet, a perdu le scrutin du deuxième tour des législatives en Commune V devant la coalition URD-Adema-ADP qui a raflé la mise.

**A**vrai dire, même si la victoire du camp URD-Adema-ADP ne faisait l'ombre d'aucun doute au regard de l'émissionnement de la liste RPM-APR, son ampleur a surpris plus d'un observateur et a laissé les autres soutiens complètement groggy. Pourtant, il y a quelques mois, nombreux étaient ceux qui pensaient que les opposants à la coalition URD-Adema-ADP allaient contraindre cette dernière à la cohabitation, à l'issue du premier tour du scrutin, avec la naissance en terre sainte de la commune V d'une mouvance dénommée « Tout sauf Timbiné » regroupant des poids lourds de la scène politique malienne comme le président du RPM et de l'Alliance EPM (Ensemble pour le Mali), l'ex ministre Bocary Tréta et le ministre Boubacar Bah dit Bill. L'on se mettait à susurrer qu'il suffisait que l'autre mastodonte de la commune V qu'est le Maire Amadou Ouattara se joigne au groupe pour renvoyer l'alliance URD-Adema-ADP dans les cordes, et équilibrer ainsi le jeu politique de la commune V outrageusement dominé par la tendance Moussa Timbiné aux affaires en commune V depuis 2013. Hélas, mille fois hélas, non seulement le puissant 1er Vice-président de l'Assemblée Nationale et célèbre président de la jeunesse RPM a, pour ainsi dire, refusé de jouer les seconds rôles malgré la situation qui est la sienne, mais les initiateurs de la tendance Tréta, se sont séparés, essentiellement pour des raisons d'ego surdimensionnés.

## Un test grandeur nature réussi pour l'alliance URD-Adema-ADP

Les populations de la Commune V et pas seulement les hommes politiques, ont vu dans la descente de Moussa Timbiné dans l'arène, une volonté unilatérale de se mettre en scelle pour conquérir politiquement le perchoir de l'Hémicycle de Bagdadji, qui lui a été toujours empêché depuis qu'il est rentrée à l'Assemblée



Nationale. Ayant piteusement échoué dans sa tentative de dévolution monarchique de la présidence de l'Assemblée Nationale essentiellement à cause d'hommes forts de la société civile soutenue par des partis politiques, Moussa Timbiné semble vouloir se contenter de reconquérir son trône de député de la commune V du district de Bamako. Ses rivaux ont sans doute flairé la supercherie et ont simplement refusé à Moussa Timbiné d'être la 5e roue de la berline, à seulement un pas du second tour des législatives 2020 en commune V. Chacun y est donc allé de sa méthode et a réussi à bousculer la liste Moussa Timbiné, qui avait l'avantage de regrouper un bloc de partis politiques dont l'ancrage dans la campagne présidentielle 2018 est bien réelle, et qui gère surtout le pouvoir d'État en commune V depuis 2018 ; ce qui n'est pas rien en termes de moyens matériels et financiers. Résultats des courses, on a une coalition URD-Adema-ADP qui sort ragaillardie du second tour du scrutin en commune V, laissant la portion congrue à la liste Moussa Timbiné qui n'aura véritablement pas voix au chapitre quand il va s'agir de prendre les grandes décisions sur la vie de la commune V. Et comme c'est bien souvent le cas en Afrique, certaines personnalités, notamment ceux qui sont proches du député sortant et non moins candidat à sa propre succession en commune

V, ont commencé à ruer dans les brancards en pointant du doigt le capharnaüm organisationnel qui a caractérisé les élections législatives en commune V, et qui a largement profité à la coalition URD-Adema-ADP. On pourrait d'ailleurs rétorquer que c'est un mauvais procès, d'autant que le sort du 1er Vice-président de l'Assemblée Nationale, Moussa Timbiné, à ce second tour des législatives était bien connu des acteurs avant la fessée électorale que l'alliance URD-Adema-ADP a administrée au plaignant, pour ne pas dire au geignard de la mouvance présidentiel.

En somme, c'est un test grandeur nature réussi pour l'alliance URD-Adema-ADP et les siens, lors des élections législatives 2020 en commune V, et à moins d'un changement spectaculaire dont les populations de la commune V ont le secret, on peut dire que tout est bien parti pour que l'alliance URD-Adema-ADP prenne désormais les commandes en Commune V du district de Bamako. La mouvance Moussa Timbiné, quant à elle, devrait faire contre mauvaise fortune bon cœur, et commencer sans plus tarder à s'organiser pour d'autres choses en commune V, en tirant leçon de la douche froide qu'elle vient de subir et qui sonne comme une rançon de la désunion.

■ Jean Pierre JAMES



# Promo Box Wifi 4G



Jusqu'à 32 appareils  
connectés en simultané

15 Go  
offerts

-50%  
sur les frais de  
la Box



**Jusqu' au 31 mai 2020**

De l' Internet très haut débit à domicile à partir de **9 500 FCFA/mois**  
avec des forfaits allant **jusqu'à 100 Go\***

Rendez-vous dans nos agences.

service client : 6700

[www.malitel.ml](http://www.malitel.ml)

[www.facebook.com/malitel.official](https://www.facebook.com/malitel.official)

# Arouna Racine Keïta : Un baobab de l'art visuel s'éteint

**Le monde de la photographie est en deuil. Arouna Racine Keïta, ancien instituteur, photographe et ancien cadre au Centre national de cinéma du Mali, est décédé samedi dernier à l'âge de 72 ans des suites d'une longue maladie. Son enterrement a eu lieu le dimanche dernier à Bagadadji dans sa famille. Né à Bamako en 1948, il fut l'un des rares photographes qui ont immortalisé les événements du 26 Mars 91 dans notre pays.**

## L'un de ses clichés a fait le tour du monde.

Après une formation pédagogique, Arouna Racine Keïta devint vers 1975 instituteur dans un petit village à 80 km de Bamako. C'est à partir de cette période que l'instituteur de brousse embrassa le métier de la photographie pour ré-

duire la peine des petits écoliers et des villageois qui étaient obligés de faire plusieurs kilomètres pour faire leur photo d'identité. Vers les années 1980, Arouna Racine Keïta décida d'abandonner l'enseignement pour se consacrer au métier de l'audiovisuel.

Après quelques années de pratique, il s'investit dans la vidéo et fonda la société «Espace

Images». En 2000, il se consacra à la création contemporaine avec les photographes du Musée national, feu Alioune Ba et feu Abouba Krine Diarra.

Les œuvres de Arouna Racine Keïta ont été exposées au Mali en France et dans plusieurs pays de l'Europe de l'Est.

Ce grand professionnel de l'art visuel était un repère pour la jeune génération. C'est pourquoi la jeune photographe Kani Sissoko a écrit sur sa page Facebook : «c'est une perte énorme pour les jeunes artistes car ses conseils et orientation n'ont jamais fait défaut».

Plusieurs artistes ont témoigné l'engagement de l'homme pour la promotion de l'art visuel. Pour le photographe Moustapha Traoré, Arouna Racine Keïta était un véritable centre de formation.

■ Amadou SOW







Le président de la République de Guinée, Pr Alpha Condé et son PM Kassory Fofana

## Crise au sommet de l'Etat guinéen : La note "explosive" de Kassory à Alpha Condé...

**C**ONAKRY- C'est une note explosive qui ébranle le sommet de l'Etat guinéen, tourmenté par les récentes révélations accablantes de la Banque Mondiale qui a décelé une surestimation du coût du Plan économique de riposte contre le Covid-19, à plus de 40 millions de dollars. Dans la foulée de cette tourmente, les révélations s'enchaînent en cascade au sommet de l'Etat. La presse et les réseaux sociaux en font leurs choux gras. De quoi s'agit-il ?

C'est une crise qui mine le sommet de l'Etat guinéen. Elle met au centre le premier ministre Kassory Fofana et la ministre du Plan Mama Kany Diallo décrite par certains comme une dame dont il n'est pas facile à faire courber l'échine. En toile de fond de ces bisbilles, le plan économique de riposte au Covid-19. Kas-

sory reproche à Mama Kany de n'avoir été coopérative dans l'élaboration dudit plan. Pis, le Chef du gouvernement parle d'"indiscipline inacceptable" de la part de la ministre. Sentant son autorité sapée par une de ses "subordonnées", le premier ministre a saisi le Chef de l'Etat dans un langage sèche.

« La démarche de la ministre chargée du Plan et du Développement Economique est totalement inappropriée. C'est moi qui lui ai transmis la copie du Plan de riposte économique et elle se devait, si elle avait des commentaires de me les revenir. Cela témoigne d'une indiscipline administrative et d'un manque de loyauté absolument inacceptable », s'est plaint le Premier ministre auprès du Chef de l'Etat. En effet les révélations accablantes de la Banque Mondiale épinglant le gouvernement

a eu un effet boomerang. Les choses s'accélérent sur fond de révélations croustillantes au sommet de l'Etat. D'abord, cette note manuscrite des services techniques du département de l'Energie dirigé par Cheick Taliby Sylla, qui est au centre du scandale des 40 millions de dollars jugés surestimés par la banque mondiale. Ensuite cette lettre du Chef du gouvernement qui vient de fuiter, dans laquelle le patron du petit Palais de la Colombe se plaint auprès du Chef de l'Etat, de l'attitude de la ministre du Plan Mama Kany Diallo.

« L'attitude totalement inacceptable de madame la ministre du Plan et du développement économique pose de graves menaces sur la cohésion et au fonctionnement de l'équipe économique et au-delà sur l'ensemble du Gouvernement. C'est la raison pour laquelle je vous prie d'envisager, à votre plus prompt convenance, une rencontre pour tirer toutes les conséquences de cette situation », fustige le Premier Ministre Kassory Fofana qui s'est adressé au Président Alpha Condé.

**Lire la lettre explosive de Kassory Fofana à Alpha Condé.**



**PRIMATURE**

REPUBLICQUE DE GUINEE  
Travail - Justice - Solidarité

N° 00.98/CASP/ACC/SP-PT

Conakry, le 06.04.2020

*Le Premier Ministre*

**A**

Son Excellence Monsieur le Président de la République

Objet : observations sur l'avis émis par le Ministre du Plan et du Développement Économique

Référence : Plan de riposte économique COVID-19

**Africaguinee** 

Excellence Monsieur le Président de la République,

Vous avez bien voulu, en date du 4 avril 2020, me faire parvenir la note que vous avez reçue de la ministre chargée du plan et du développement économique relativement au plan de riposte économique à la crise sanitaire COVID-19.

Tout d'abord, sur la forme, je voudrais relever ceci :

- la démarche de la ministre chargée du plan et du développement économique est totalement inappropriée. C'est moi qui lui ai transmis la copie du plan de riposte économique et elle se devait, si elle avait des commentaires, de me revenir. Cela témoigne est d'une indiscipline administrative et d'un manque de loyauté absolument inacceptables ;
- le plan de riposte économique a été élaboré en étroite coordination avec les départements économiques compétents. Des réunions ont eu lieu à la Primature avec les ministres économiques et le Gouverneur de la BCRG et l'ossature des mesures a été arrêtée à une réunion à laquelle la ministre chargée du plan a pris part. Elle a fait le choix de ne pas participer à la réunion suivante sur le sujet, intervenue le jeudi 2 avril 2020 à la Primature ;
- le plan qui vous a été soumis est une synthèse des contributions reçues des différents départements économiques (à l'exception du Plan) et le chiffrage des mesures a été réalisé par les services techniques desdits départements (mobilisés par leurs ministres respectifs et par le Gouverneur de la BCRG) ;

Immeuble Palais de la Colonie, boulevard de Conakry-Boulevard-Indépendance 104 000 00 Conakry, République de Guinée

- la ministre chargée du plan a délibérément abandonné le travail concerté. L'unique proposition, lors de la réunion à laquelle elle a participé, a été de demander l'abandon des initiatives présidentielles et la réaffectation des ressources correspondantes au financement du plan de riposte. Ce que nous avons collectivement refusé.

Sur le fond, l'avis émis par la ministre chargée du plan appelle les observations suivantes :

- un plan d'urgence, par définition, a une durée limitée, mais renouvelable. Le dimensionnement de plusieurs mesures, en particulier le plan d'urgence de l'ANIES, indique clairement que les mesures portent sur la période d'avril à décembre 2020. Cette échéance est susceptible d'être changée, en fonction de l'évolution de la crise sanitaire elle-même et, plus largement, de l'évolution de la situation économique ;
- il est totalement absurde de prétendre qu'il faut attendre la mise en place de la nouvelle Assemblée nationale et le vote d'une loi de finances pour la mise en œuvre des mesures prévues. Les dispositions organiques applicables prévoient la possibilité d'un décret spécial du Président de la République, en attendant l'adoption, en temps utile, d'une loi de finances rectificative. Un mécanisme particulier, sous la forme d'une Régie d'avance COVID-19, suffit pour l'exécution des dépenses, sous la responsabilité du comité technique chargé du pilotage de la riposte économique, avec pour comptable assignataire le Payeur Général du Trésor. Ceci a été proposé par le ministre chargé du budget et je l'ai accepté ;
- toutes les mesures à incidence financière certaine sont évaluées. Les seules mesures dont l'incidence n'est pas chiffrée concernent des reports de paiement, qui ne sont pas tout à fait une perte de recettes pour l'État, mais un décalage de l'échéance de perception des ressources considérées, avec, possiblement, un léger effet sur la trésorerie de l'État ;

**Africaguinee**

Dans tous les cas, il est d'usage que, comme vous le savez, dans un plan d'urgence économique, le chiffrage des mesures soit amené à évoluer en fonction de l'évolution de la crise considérée.

- il est troublant qu'un membre du Gouvernement puisse trouver que la composante sociale du plan gouvernemental, portée par l'ANIES, est trop « importante ». J'ai toujours indiqué en conseil interministériel que « le **Président de la République considère qu'il est impératif de mettre l'accent sur le social** », qui reste un point faible sur la présente décennie. Je relève également que l'ANIES est un instrument formidable, qui suscite aujourd'hui l'admiration et le soutien des bailleurs de fonds et constitue une source d'inspiration pour nombre de pays africains ;
- la question de savoir « si les activités prévues relèvent de l'urgence ou du fonctionnement normal » de l'ANIES manque de pertinence. Le plan de riposte économique indique clairement que, à ma demande, l'ANIES a revu son plan d'activités pour intégrer la crise et aussi pour accélérer le déploiement de certaines de ses politiques classiques (les transferts monétaires en particulier) ;

Immeuble Palais de la Colombe, boulevard du Commerce-Boulevard-Kaloum DA 007-BP: 6141 Conakry, République de Guinée  
Téléphone : (+224) 667 26 73 96 / E-mail: [lorana.kassory@gouvernement.gov.gn](mailto:lorana.kassory@gouvernement.gov.gn)

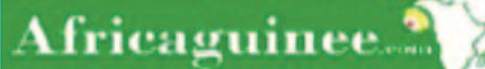


C'est à ce titre que la Banque mondiale a elle-même accepté d'envisager le passage en procédure accélérée du projet ANIES à son conseil d'administration (initialement prévu pour juillet et ramené à présent à ce mois d'avril), pour permettre à l'ANIES de jouer son rôle d'accompagnement social de la gestion de la présente crise sanitaire.

- pour ce qui concerne les allégations suivant lesquelles les mesures portant sur l'appui au secteur privé manqueraient, au moins pour certaines, de pertinence, il conviendrait d'inviter la ministre chargée du plan à se référer aux paquets de mesures économiques prises par d'autres pays dans le contexte de cette crise sanitaire, aussi bien sur le continent africain qu'ailleurs dans le monde.

Comme indiqué plus haut, toutes les mesures à incidence directe ont été évaluées par les services techniques, donc les réserves émises par la ministre chargée du plan témoignent d'une méconnaissance troublante des principes les plus élémentaires de la conception et de la conduite des politiques économiques, en particulier en temps de crise.

Faut-il rappeler, en effet, que ce qui vous est soumis n'est en rien différent de ce qui a été fait dans les autres pays qui ont déjà leurs plans respectifs, pour ce qui concerne la méthodologie adoptée, les objectifs visés et l'approche de concertation institutionnelle utilisée.



- l'arbitrage retenu pour arrêter les mesures a été d'apporter le soutien le plus robuste qui soit à l'économie tout en préservant la stabilité macroéconomique. Si la crise ne perdurait au-delà de juin 2020, le plan de riposte économique serait évidemment réadapté à la situation ;
- pour ce qui concerne le point sur le FMI, il serait souhaitable d'inviter la ministre chargée du plan à suivre, plus attentivement, l'évolution des positions des institutions internationales, en particulier du FMI et de la Banque mondiale. En effet, elles font preuve d'une souplesse inédite pour permettre aux États, en particulier les pays en développement, de mieux absorber les effets de la crise sanitaire. Dans une déclaration conjointe datée du 25 mars 2020, la Banque mondiale et le FMI ont indiqué être favorables à une suspension des échéances de la dette des pays en développement auprès de l'ensemble des créanciers publics. Un Instrument spécifique, le *Catastrophe Containment and Relief Trust* (CCRT) a été réactivé par le FMI pour ce faire. Le ministre français de l'économie et des finances, Bruno Le Maire, dans sa conférence de presse du 2 avril 2020, a indiqué que la France soutenait cette démarche et a invité le Club de Paris à s'y conformer. C'est pourquoi le chiffrage contenu dans le plan de riposte économique qui vous a été soumis intègre le service de la dette ainsi retraits auprès des créanciers publics au titre des trois derniers trimestres de 2020, à l'exclusion des créances commerciales. L'équipe économique a déjà, en ce qui concerne les institutions de Bretton Woods, fixé lors de la dernière réunion les contours des requêtes à leur adresser dès la semaine prochaine.



Pour conclure, je voudrais, Excellence Monsieur le Président de la République, appeler votre attention sur l'extrême urgence d'adopter notre plan de riposte économique, à l'instar des autres pays africains et du reste du monde.

Par ailleurs, l'attitude totalement inacceptable de Madame la ministre chargée du plan et du développement économique pose de graves menaces sur la cohésion et le fonctionnement de l'équipe économique et, au-delà, sur l'ensemble du Gouvernement. C'est la raison pour laquelle je vous prie d'envisager, à votre plus prompt convenance, une rencontre pour tirer toutes les conséquences de cette situation.

Je vous prie de bien vouloir agréer, Excellence Monsieur le Président, l'expression de ma très haute et dévouée considération.

**Africaguinee**

Ibrahima Kassory FOFANA

Copie :

Mme la Ministre du Plan et du Développement Économique

M. le Ministre de l'Économie et des Finances

M. le Ministre du Budget

M. le Gouverneur de la Banque centrale de la République de Guinée

## Côte d'Ivoire : Guillaume Soro condamné à 20 ans de prison ferme

**C**'ancien Premier ministre et ex-président de l'Assemblée nationale ivoirienne a été reconnu coupable de recel de deniers publics détournés et de blanchiment de capitaux. Il a été condamné à 20 ans de prison ferme, 4,5 milliards de F CFA d'amende, et à la privation de ses droits civiques pendant cinq ans.

L'ancien président de l'Assemblée nationale a été reconnu coupable de recel de deniers publics détournés et de blanchiment de capitaux. Il a été condamné à 20 ans de prison ferme, 4,5 milliards de francs CFA d'amende et à la privation de ses droits civiques pour

une période de cinq ans.

« C'est une sentence qui ne nous émeut absolument pas. La parodie de procès à laquelle nous avons assisté ce jour est la preuve ultime que l'État de droit est définitivement enterré par Alassane Ouattara », a réagi Guillaume Soro quelques minutes après sa condamnation.

L'ancien président de l'Assemblée nationale a également indiqué qu'il maintenait sa candidature à l'élection présidentielle d'octobre prochain.

Les faits reprochés à Soro concernent l'achat de sa résidence de Marcory Résidentiel, un



quartier d'Abidjan, en 2007, pour un peu plus d'1,5 milliard de francs CFA (environ 2,3 millions d'euros). Il était alors Premier ministre.

Selon l'accusation, cette villa a été acquise par Soro via une société civile immobilière, la SCI Ebure, grâce à des fonds du trésor public ivoirien.

En France depuis son retour manqué à Abidjan le 23 décembre, Guillaume Soro n'était pas présent lors du procès. Ses avocats ont décidé de ne pas y assister.

## Classement Senior Dames-Fiba : Les Aigles dames de basket du Mali dans le top 5 en Afrique



La Fédération internationale des associations de basket-FIBA a dévoilé son dernier classement par zone et du monde, celui de février 2020.

Chez les seniors dames, les D'Tigers (Tigresses) du Nigéria, sans surprise, dominent l'Afrique avec un rang de 14<sup>e</sup> mondial. Les Lionnes du Sénégal sont 2<sup>e</sup> africaine et 28<sup>e</sup> mondial. C'est le Mozambique qui a le plus progressé avec un bon de 7 points. Il est 3<sup>e</sup> en Afrique et 36<sup>e</sup> mondial, bousculant ainsi l'Angola qui arrive 4<sup>e</sup> africain et 41<sup>e</sup> mondial. Les Aigles ont ainsi pris un coup et se classent bon 5<sup>e</sup> en Afrique et 45<sup>e</sup> dans le monde.

### Liste du Top 10 en Afrique

- 1 Nigéria
- 2 Sénégal
- 3 Mozambique
- 4 Angola
- 5 Mali
- 6 Egypte
- 7 Cameroun
- 8 Côte d'Ivoire
- 9 RDC
- 10 Kenya



# Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À

# 40%

SUR VOS FRAIS DE TRANSFERT D'ARGENT



[www.sama.money](http://www.sama.money)



## **Bélier (21 mars - 19 avril)**

Vos conditions de travail sont un peu compliquées, la faute à Jupiter. Une pile de dossiers sur votre bureau et vous êtes en stress. Cher Bélier, votre motivation est en chute libre. Comptez sur une bonne dose de café pour retrouver votre énergie.

Il faudra compter sur votre détermination et surtout être raisonnable, si vous souhaitez ne pas mettre à mal votre compte en banque. Les finances sont fragilisées par de nombreuses dépenses, il faut calmer le jeu avant l'appel du banquier.



## **Taureau (20 avril - 19 mai)**

Un peu d'incohérence risque d'arriver. Vous, si résistant, pourriez montrer quelques signes de faiblesse ! Même votre mémoire risque de vous faire défaut ! Ajouté à cela un manque de sociabilité, vous avez un aperçu de cette journée au travail !

Votre esprit s'embrouille, et vous vous sentez incapable de maîtriser quoi que ce soit ! Gare à vos dépenses, restez tout de même dans le raisonnable, du moins essayez ! Mars est toujours présent, et vous insuffle son courage, quoi qu'il arrive !



## **Gémeaux (20 mai - 21 juin)**

Vous devriez vous imposer avec une facilité déconcertante quelle que soit votre situation et ce que vous rechercherez à réaliser. Vous aurez à saisir une opportunité qui vous permettra de confirmer votre position ou de construire sur des bases solides.

Jupiter en Capricorne, un signe qui sait compter vous apportera son expertise pour faire rentrer de l'argent comme pour optimiser votre gestion grâce à un regard « laser » sur les mouvements de votre compte. En cas de litiges, vous trouverez une solution.



## **Cancer (21 juin - 21 juillet)**

Cher Cancer, vous êtes à fond dans ce que vous faites. Aujourd'hui c'est le bon moment pour prendre des contacts et pour agrandir votre clientèle. Si vous dirigez votre propre entreprise, l'occasion est venue de relancer les projets en suspens.

Vous pouvez vous attendre à une petite surprise fort sympathique, une rentrée d'argent inespérée remet vos comptes à flot. Vous avez envie de sauter de joie tellement vous êtes heureux. Il faut dire que ça vous enlève une grosse épine du pied.



## **Lion (22 juillet - 23 août)**

Deux options sont possibles aujourd'hui, cher natif, soit vous saisissez au vol les opportunités qui se présentent, soit vous restez là, à vous reposer sur vos lauriers, mais il ne faudra pas venir vous plaindre. Le choix vous revient.

Vous devriez générer des profits, et ça tombe à pic. Pour faire grossir vos revenus, vous ne manquez pas de bonnes idées. Les occasions de dénicher de bons plans sont présentes. Financièrement, aujourd'hui vous avez un coup de chance !



## **Vierge (23 août - 23 septembre)**

Outre votre découragement, les relations entre collègues risquent de ne pas être au mieux. Vous avez du mal à supporter toutes remarques, ou reproches, vous prenez la mouche rapidement. Votre susceptibilité est élevée, et vous peinez à la contrôler.

Des contrariétés dans ce domaine peuvent se produire. Un coup de fil du banquier peut vous signaler un excès de dépenses, et ça vous met de mauvaise humeur. Essayez de ne pas vous emporter, adoptez la zen attitude, vous avez tout à y gagner !



## **Balance (23 septembre - 22 octobre)**

Vous ne laisserez rien au hasard et le superflu n'aura plus sa place. Vos efforts, votre persévérance, votre patience de tous ces derniers temps vous offriront la satisfaction attendue. En contrepartie, un maximum de travail vous attendra au retour.

Trois planètes de passage dans votre secteur VIII vont arranger vos finances d'une manière ou d'une autre. Les euros rentreront facilement et faciliteront votre train de vie. Lequel par ailleurs ne sera pas si dispendieux, car vous veillerez au grain.



## **Scorpion (23 octobre - 22 novembre)**

Ça bloque aujourd'hui, dès que l'on vous met face à vos responsabilités ou que l'on vous donne un ordre. Vous ne supportez pas l'autorité, pourtant vos supérieurs sont en droit de vous donner certaines instructions. Montrez un peu de souplesse.

Quelques difficultés viennent bousculer vos habitudes, vos comptes en banque voient rouge et vous aussi par la même occasion. Vous essayez de prendre conseil auprès de vos proches, mais personne ne vous rassure, la situation vous stresse.



## **Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)**

Vous parvenez à passer outre les remarques de vos collègues, qui critiquent votre mauvaise humeur et votre inefficacité ! C'est tout à votre honneur, mais il est vrai que la volonté habituelle vous fait défaut, et votre esprit fonctionne au ralenti.

Grâce à votre maturité, vous parvenez à ne pas vous laisser tenter à faire des bêtises concernant vos dépenses, bien que l'envie y soit ! Prudence, Jupiter pousse aux excès en tout genre, ne vous laissez pas rattraper par un désir d'insouciance !



## **Capricorne (21 décembre - 20 janvier)**

Vous prenez de nouvelles initiatives, professionnellement vous êtes épanoui, mais il manque un petit quelque chose que vous n'arrivez pas à identifier. Peut-être que si vous aviez des moyens supplémentaires, tout irait beaucoup mieux. Aujourd'hui, les rentrées d'argent se font rares, les astres n'ont pas prévu de grands mouvements sur vos comptes. Cependant, surveillance et prudence sont conseillées. Ne faites pas de folies avec votre argent. Les grosses dépenses sont à éviter.



## **Verseau (20 janvier - 19 février)**

La journée ne sera pas de tout repos, mais elle aura le mérite de vous stimuler ! Les défis ne vous effraieront pas, bien au contraire ! Cela vaudra d'autant plus que vos efforts ne seront pas vains : vous obtiendrez même de belles reconnaissances.

Mercure en Taureau vous invitera à remettre tout à plat, à redéfinir votre budget. Sans doute, devrez-vous compter sur de nouveaux éléments qui vous demanderont de réorganiser la gestion de votre comptabilité au quotidien avec bien plus de rigueur.



## **Poisson (19 février - 21 mars)**

Un changement de situation pourrait servir vos intérêts, si, au départ, vous voyez cet événement d'un mauvais œil, vous finissez par changer rapidement d'avis. Durant la journée, les échanges se compliquent, mais à chaque problème sa solution.

L'ambiance astrale n'est pas au beau fixe, cependant votre besoin de gagner de plus en plus d'argent est présent. Faites bien attention, vous ne pouvez pas vous permettre de dépenser comme vous en avez envie, en tous les cas, pas aujourd'hui.



# UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

## Filiales



Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

[www.bdm-sa.com](http://www.bdm-sa.com)

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE

